

1. Washington is the
 2. State of the
 3. United States
 4. of America
 5. and is the
 6. capital of the
 7. United States
 8. of America
 9. and is the
 10. capital of the
 11. United States
 12. of America
 13. and is the
 14. capital of the
 15. United States
 16. of America
 17. and is the
 18. capital of the
 19. United States
 20. of America
 21. and is the
 22. capital of the
 23. United States
 24. of America
 25. and is the
 26. capital of the
 27. United States
 28. of America
 29. and is the
 30. capital of the
 31. United States
 32. of America
 33. and is the
 34. capital of the
 35. United States
 36. of America
 37. and is the
 38. capital of the
 39. United States
 40. of America
 41. and is the
 42. capital of the
 43. United States
 44. of America
 45. and is the
 46. capital of the
 47. United States
 48. of America
 49. and is the
 50. capital of the
 51. United States
 52. of America
 53. and is the
 54. capital of the
 55. United States
 56. of America
 57. and is the
 58. capital of the
 59. United States
 60. of America
 61. and is the
 62. capital of the
 63. United States
 64. of America
 65. and is the
 66. capital of the
 67. United States
 68. of America
 69. and is the
 70. capital of the
 71. United States
 72. of America
 73. and is the
 74. capital of the
 75. United States
 76. of America
 77. and is the
 78. capital of the
 79. United States
 80. of America
 81. and is the
 82. capital of the
 83. United States
 84. of America
 85. and is the
 86. capital of the
 87. United States
 88. of America
 89. and is the
 90. capital of the
 91. United States
 92. of America
 93. and is the
 94. capital of the
 95. United States
 96. of America
 97. and is the
 98. capital of the
 99. United States
 100. of America

Le Monde

étranger

ENTRE TÉHÉRAN ET WASHINGTON

L'éventuelle libération des otages ne mettra pas fin à la crise déclare le président Carter

La réunion du Conseil de sécurité des Nations unies, qui s'est tenue le 27 novembre, a été très brève et sans le moindre incident. Le secrétaire général, M. Waldheim, et le président du Conseil, M. Padoa-Schioppa, ont pris la parole l'un et l'autre ont lancé des appels au calme et à la modération en soulignant la gravité de la situation des otages à Téhéran. Après un quart d'heure de séance, le Conseil s'est réuni à New-York, en chef de la diplomatie iranienne, M. Bazl Sadat.

Notre correspondant à New-York nous câble à ce sujet que si malheureusement l'ONU n'a pas pu résoudre le problème, il est probable que le Conseil de sécurité s'occupera de la situation des otages à Téhéran. Après un quart d'heure de séance, le Conseil s'est réuni à New-York, en chef de la diplomatie iranienne, M. Bazl Sadat.

Le pessimisme régnait d'autant

plus aux Nations unies que dans la capitale iranienne. M. Khomeiny avait déclaré au Conseil de sécurité « toute compétence » dans l'affaire des otages, affirmant que ses conclusions étaient « connues à l'avance ». « Les Etats-Unis, a-t-il dit, insistent sur le fait que la libération des otages, c'est la libération des otages. Notre peuple se méfie de ceux qui tentent de faire passer la libération des otages sous le couvert d'un accord commercial. Le chah échoué et les otages détenus sont liés en Iran, car les crimes ont été commis en Iran ».

Les étudiants islamiques ont annoncé, pour leur part, que des manifestations et des manifestations seront organisées dans les bâtiments où se trouvent les otages, et qu'ils se préparent contre toutes les tentatives de libération des otages. Ils ont déclaré que les otages ne seront libérés que si le chah est renversé. Le chah échoué et les otages détenus sont liés en Iran, car les crimes ont été commis en Iran ».

Le pessimisme régnait d'autant

pour la condition des otages. Les conditions dans lesquelles sont détenus les otages, c'est la libération des otages, c'est la libération des otages. Notre peuple se méfie de ceux qui tentent de faire passer la libération des otages sous le couvert d'un accord commercial. Le chah échoué et les otages détenus sont liés en Iran, car les crimes ont été commis en Iran ».

Le dernier obstacle médical au départ du chah des Etats-Unis a été levé mardi par l'extraction d'un calcul biliaire. Le porte-parole de l'hôpital Corbell de New-York a précisé que l'équipe médicale conduite par un médecin canadien, le Dr John Harrison, avait réussi à extraire le calcul grâce à une méthode révolutionnaire qui n'impliquait aucune intervention chirurgicale. Le souverain déchu, qui souffrait de douleurs au niveau du chah, devra encore rester quelques jours à l'hôpital à New-York, pour vérifier qu'aucune infection ne se développe.

Le représentant de l'Iran, M. Georges Hassan, qui poursuit la libération des otages, a déclaré que le chah ne sera libéré que si le chah est renversé. Le chah échoué et les otages détenus sont liés en Iran, car les crimes ont été commis en Iran ».

Le dernier obstacle médical au départ du chah des Etats-Unis a été levé mardi par l'extraction d'un calcul biliaire. Le porte-parole de l'hôpital Corbell de New-York a précisé que l'équipe médicale conduite par un médecin canadien, le Dr John Harrison, avait réussi à extraire le calcul grâce à une méthode révolutionnaire qui n'impliquait aucune intervention chirurgicale. Le souverain déchu, qui souffrait de douleurs au niveau du chah, devra encore rester quelques jours à l'hôpital à New-York, pour vérifier qu'aucune infection ne se développe.

Le représentant de l'Iran, M. Georges Hassan, qui poursuit la libération des otages, a déclaré que le chah ne sera libéré que si le chah est renversé. Le chah échoué et les otages détenus sont liés en Iran, car les crimes ont été commis en Iran ».

Le pessimisme régnait d'autant

Alger soutiendrait l'Iran en cas d'intervention militaire américaine

De notre correspondant

Alger. — Venant de Tripoli et de Tunis, une délégation du conseil de commandement de la révolution iranienne a été reçue mardi 27 novembre par le président Chadli Bendjedid, à qui elle a remis un message des autorités de Téhéran, ainsi que par le commandant du parti FLN, M. Yaboussi et le ministre des affaires étrangères, M. Benyahia.

Interrogé sur une éventuelle médiation algérienne, le Dr Mohamed Ali Roudaki, chef de la délégation, a insisté sur le fait que l'Algérie comme l'Iran demande l'extradition du chah. Une médiation n'est nécessaire, a-t-il souligné, que si l'un des deux camps donne le chah et nous rendons les otages. La délégation iranienne doit quitter Alger ce mercredi pour se rendre à Paris puis à Londres où elle espère expliquer aux autorités le point de vue du gouvernement iranien.

Le silence éloquent de la presse

Parallèlement, la tournée par les parons par la révolution iranienne et certains dirigeants et déclarations de l'imam Khomeiny à l'égard de la libération des otages n'ont pas été suivies d'un grand écho. A aucun moment la presse algérienne n'a approuvé, par exemple, l'invitation de l'ambassade des Etats-Unis non plus que la prise d'otages. Son silence sur ce point est éloquent.

Philippe PONS, DANIEL JUNQUA.

Le Japon cherche à se mettre à l'abri de la vague d'hostilité à l'égard des Etats-Unis

De notre correspondant

Tokyo. — Le risque d'escalade dans l'affaire d'Iran, la flambée d'hostilité à l'égard des Etats-Unis qui s'est emparée du monde islamique, les a incité à la chute du yen par rapport au dollar, conséquence de la situation au Proche-Orient. Les anticipations de nouvelles augmentations du prix du pétrole ont entraîné, en outre, la dévaluation du yen par rapport au dollar, conséquence de la situation au Proche-Orient.

Pour fuir sur place de l'évolution de la situation au Proche-Orient et en Iran, le Japon a décidé de se retirer de la mission du ministère du commerce international et de l'industrie qui doit se rendre en Arabie Saoudite, en Egypte et en Syrie avant l'été prochain. Plusieurs dirigeants des milieux pétroliers japonais se trouvent également dans la région.

Deuxième puissance économique du monde occidental, premier importateur de pétrole après les Américains — 200 millions de tonnes en 1978 — et dépendant à 80 % de son approvisionnement en pétrole du Proche-Orient, le Japon ne tient pas à se retrouver dans une situation analogue à celle qui fut la sienne en 1973, lorsqu'il mena la lutte avec l'Arabie Saoudite. Il s'en était remis aux Américains pour défendre ses intérêts vis-à-vis des pays producteurs. Certes, au cours des cinq dernières années, le Japon a considérablement renforcé ses liens directs avec les pays arabes — en 1978 il avait même pas d'ambassadeur au Koweït — et en Iran, il n'est pas aujourd'hui sans cartes en mains. Certains dirigeants et hommes d'affaires japonais ont même l'air de se pencher à l'avenir d'Iran, et non pas à celui de l'Arabie Saoudite.

L'atmosphère à la fin de la semaine dernière à Tokyo a été empreinte de l'ambivalence des réactions. D'un côté, la confiance officielle du gouvernement, qui affirme que le Japon est en mesure de faire face à la situation internationale créée par l'affaire iranienne. De l'autre, une attitude de plus en plus perceptible de la part des milieux pétroliers. Par solidarité avec les Etats-Unis, les autorités ont officiellement encouragé les maisons de commerce japonaises, très actives sur le marché pétrolier, d'acheter le pétrole que les Iraniens ne peuvent livrer aux Etats-Unis. Dans les milieux pétroliers, on s'attend en fait à ce que la part des importations de pétrole achetée sur le marché libre dépasse rapidement son niveau actuel (11 % des approvisionnements).

En fait, il paraît pratiquement certain que les entreprises japonaises ont été réduites à l'état de simple observateur. Selon le quotidien économique Asahi, plusieurs accords de principe ont été signés au total de 100 millions de dollars. Cependant, les entreprises japonaises ont été réduites à l'état de simple observateur. Selon le quotidien économique Asahi, plusieurs accords de principe ont été signés au total de 100 millions de dollars. Cependant, les entreprises japonaises ont été réduites à l'état de simple observateur.

Selon des sources japonaises, les entreprises japonaises ont été réduites à l'état de simple observateur. Selon le quotidien économique Asahi, plusieurs accords de principe ont été signés au total de 100 millions de dollars. Cependant, les entreprises japonaises ont été réduites à l'état de simple observateur.

Une stratégie à moyen terme

Considérant cependant que, dans les cinq prochaines années, le Japon ne pourra espérer réduire à moins de 50 % ses importations de pétrole, il se doit d'adopter une stratégie à moyen terme. La première est de dépendre de moins en moins des « majors ». Ensuite, depuis plusieurs années, cette politique, accélérée en 1979 par la diminution des livraisons faites par les grandes compagnies pétrolières, doit se poursuivre. Assurément, 10 % des importations de pétrole au Japon, il y a quelques années, étaient des « majors » ne fournissant aujourd'hui qu'un peu plus de 40 %, selon un source japonaise.

Ce sont les grandes maisons de commerce, ou « shobas », qui jouent et sont appelées à jouer un rôle essentiel. Une révision de la loi sur l'industrie pétrolière devrait d'ailleurs rendre plus faciles leurs activités dans ce domaine. Actuellement, la majorité des contrats directs, qui représentent

40 % des achats japonais, sont passés par les « shobas ». Ceux-ci sont, généralement, bien placés dans les pays producteurs ou elles participent aux projets de construction et aux appels d'offre. Les maisons de commerce sont le fer de lance de la nouvelle politique énergétique du Japon pour les années 1980.

La seconde orientation que les Japonais voudraient donner à leur politique pétrolière est de développer leurs réseaux de contacts avec les pays producteurs, qui se considèrent comme rivaux, mais aussi à trouver des modes de coopération avec ceux qui sont des alliés.

Dans une certaine mesure, la situation en Iran, où les seules des autorités, l'avantage de ne pas avoir été directement en contact avec la Savak, les Japonais sont préoccupés par l'avenir des pays producteurs, et notamment de l'Arabie Saoudite dont le Japon dépend pour 38 % de ses approvisionnements.

L'avenir des pays du Golfe

Il est évident que le pétrole dans une autre chose que de la monnaie. En d'autres termes, le Japonais pousse à investir en dehors du Japon pour éviter de voir un signe de l'évolution qui se dessine dans le fait que, contrairement, le Koweït a acquis une partie importante des actions de l'Arabia Petroleum Co. ? Le Koweït envisagerait d'acquiescer à la proposition de l'Arabie Saoudite de créer une compagnie pétrolière dans laquelle les Japonais auraient une part importante.

A Tokyo on interprète l'opération koweïtienne comme reflétant la nouvelle stratégie financière de certains pays arabes. On s'attend en général sur le marché

boursoir à plusieurs autres opérations de ce type.

La « révolution scientifique » a entraîné, en outre, la dévaluation du yen par rapport au dollar, conséquence de la situation au Proche-Orient. Les anticipations de nouvelles augmentations du prix du pétrole ont entraîné, en outre, la dévaluation du yen par rapport au dollar, conséquence de la situation au Proche-Orient.

En outre, la dévaluation du yen par rapport au dollar, conséquence de la situation au Proche-Orient. Les anticipations de nouvelles augmentations du prix du pétrole ont entraîné, en outre, la dévaluation du yen par rapport au dollar, conséquence de la situation au Proche-Orient.

Le grand reportage du Monde

Jean-Claude Guillebaud
Un voyage vers l'Asie

Michel Tournier / Le Monde :
« Des pages éclatantes de vie et de couleur... L'étonnante épaisseur d'une plongée dans le temps. »
Jean-Paul Enthoven
Le Nouvel Observateur :
« Un livre-reportage qui aurait aimé Cendrars, Simonon ou le Lévi-Strauss de *Tristes Tropiques*. »
Les Nouvelles littéraires :
« Un modèle de reportage à la première personne. »
Un volume 192 pages.



صكنا من المصل

ENQUÊTE

AMERICAINS D'EUROPE

II. — La Grande-Bretagne, si proche et si lointaine

par DOMINIQUE DHOMBRES

Frappée par la baisse du dollar et la politique des finances américaines elles-mêmes, qui prétendent désormais engager des « autochtones », les Américains résidents en Europe ne sont plus les privilégiés d'aujourd'hui, même s'ils gardent le rôle d'intermédiaire dans le quel ils excellent, notamment dans les sociétés de conseil. (Le Monde, du 28 novembre.)

Londres. — « Quand j'ai commencé à faire des sondages d'opinion pour le compte des travailleurs, je pouvais sentir l'hostilité des sondages de parti, qui se ressemblaient : c'était ça que cet Américain peut bien avoir à nous apprendre sur l'indépendance britannique ? C'était il y a dix ans. Je suis pas content depuis de travailler pour eux. On m'a accepté. » M. Worcester explique qu'il a choisi ce métier parce qu'il n'avait pas à la différence de ses confrères britanniques — d'ambitions politiques. Si un citoyen américain, il ne pouvait pas être député. Les permanents du parti n'avaient rien à lui dire ; il n'était pas un concurrent éventuel.

M. Worcester a participé comme conseiller à toutes les campagnes

du Labour depuis 1970. En période électorale, il assiste chaque matin, en compagnie de M. Wilson, puis de M. Callaghan, à la réunion de l'état-major travailliste. « Etant Américain, j'avais le droit de poser des questions directes, j'étais naïf ou bête, raconte-t-il. Mais que je ne comprenais pas, ils m'expliquaient. En fait, cela arrangeait tout le monde ; mais s'ils n'avaient pas osé poser de telles questions eux-mêmes, parlant du principe très répandu des nations, et ils disaient, grâce à moi, mieux informés. »

M. Worcester est un des cent mille Américains établis en Grande-Bretagne. Il est volontiers la butte de la satire selon laquelle l'Anglais et le Britannique sont séparés par la barrière d'une langue commune et inouïe sur la longueur des week-end anglais. La seule langue des employés de bureau des cinq heures de l'après-midi, la lecture des entreprises à répondre à une simple lettre, la faible productivité. Mais il termine un article, dans l'économiste satirique Punch, par l'expression « une douzaine de Britanniques à l'étranger » et la joie, après un voyage aux Etats-Unis, de rentrer « à la maison », c'est-à-dire, chez lui, à Londres.

Une double appartenance

En même temps, notre interlocuteur suit avec passion la vie politique de son pays natal ; il fait partie de l'organisation Démocratie Abroad, qui regroupe les démocrates vivants à l'étranger. En 1976, il était désigné pour le mouvement, à la convention démocrate de New-York, qui a désigné M. Carter comme candidat pour la couronne présidentielle. L'aspect caribéen des Français d'outre-mer, la pensée de cette double appartenance, voire de ce double patriotisme, il n'y a pourtant rien là qui choque vraiment les Britanniques, ni les Américains.

« Des solidarités ont été tissées pendant la seconde guerre mondiale », explique M. Elman Brevetti, ambassadeur américain auprès de la cour de Saint-James. La Grande-Bretagne ne s'est jamais séparée de son peuple américain, pas même pendant la guerre. La vie des Américains en Grande-Bretagne est si proche et si lointaine.

Impôt sur les sociétés est beaucoup moins élevé en Grande-Bretagne qu'en Etats-Unis et tous comptes faits, les entreprises américaines installées au Royaume-Uni s'y retrouvent. Et surtout, en vertu du traité de navigation entre les deux pays, qui date de 1913, le commerce et la circulation des capitaux sont à peu près libres. Il n'y a pas de limite au rapatriement des bénéfices ; l'autorisation de la Banque d'Angleterre est nécessaire, mais elle est presque toujours accordée.

Les grandes années d'« invasion » économique américaine sont pourtant passées. Les investissements les plus importants ont eu lieu entre 1962 et 1968 et ont tendance aujourd'hui à pâlir. La faiblesse du dollar incite en revanche les investisseurs britanniques à acheter entre-Atlan-tique. Le flux des capitaux qui était à peu près à sens unique, il y a une dizaine d'années, tend à s'équilibrer dans les deux sens.

La « colonie » d'Aberdeen

D'une façon générale, les sociétés d'outre-Atlantique n'envoient de personnel américain à l'étranger que pour mener une entreprise, créer une branche d'activité nouvelle, accueillir une technologie encore peu répandue. Mais que la filiale ainsi constituée aille au stade de l'exploitation normale, les ingénieurs et cadres américains restent chez eux ou partent ailleurs, la même expérience dans une autre partie du monde.

Le cas de pétrole de la mer du Nord est le plus significatif : la « colonie » américaine d'Aberdeen, en Ecosse, a presque diminué de moitié ces dernières années et ne compte plus qu'environ deux mille cinq cents personnes. La grande période d'exploitation, inaugurée par quelques grands gisements du Texas et de l'Alabama, a fait place à la routine de l'exploitation. Les sociétés américaines envoient de plus en plus des employés britanniques. La Grande-Bretagne n'est plus une colonie, elle est devenue une filiale. L'exploitation, explique un responsable américain d'Occident Petroleum, mais maintenant la politique de notre société est de

Certains responsables américains ont soulevé des tempêtes en critiquant les compagnies pétrolières britanniques dont les ingénieurs effectuent des missions et les méthodes défectueuses. La règle, rapportée par des notes venues d'outre-Atlantique, semble être de ne plus rien confier aux journalistes, et d'adopter un profil bas. Mais les investisseurs américains n'ont pas affirmé, avec un ensemble touchant et en termes presque identiques, qu'ils étaient fous à « faire sauter » de la façon dont on les laisse exercer leurs activités en Grande-Bretagne.

Prochain article :

DES SOLDATS-CLOCHARDS ?

Le Monde

Service des abonnements
17527 PARIS - CEDEX 10
R.C. 6847-3

ABONNEMENTS

à domicile 6 mois 21 francs

FRANCE - D.O.M. - T.O.M. 12 francs

12 francs 25 francs 20 francs

TOUS PAYS ETRANGERS 20 francs

PAR VOI NORMALE 20 francs

30 francs 40 francs 50 francs

STRASBOURG 20 francs

12 francs 25 francs 20 francs

12 francs 25 francs 20 francs

12 francs 25 francs 20 francs

12 francs 25 francs 20 francs

12 francs 25 francs 20 francs

12 francs 25 francs 20 francs

12 francs 25 francs 20 francs

12 francs 25 francs 20 francs

12 francs 25 francs 20 francs

12 francs 25 francs 20 francs

12 francs 25 francs 20 francs

12 francs 25 francs 20 francs

12 francs 25 francs 20 francs

12 francs 25 francs 20 francs

12 francs 25 francs 20 francs

12 francs 25 francs 20 francs

12 francs 25 francs 20 francs

12 francs 25 francs 20 francs

12 francs 25 francs 20 francs

12 francs 25 francs 20 francs

12 francs 25 francs 20 francs

12 francs 25 francs 20 francs

12 francs 25 francs 20 francs

12 francs 25 francs 20 francs

12 francs 25 francs 20 francs

12 francs 25 francs 20 francs

12 francs 25 francs 20 francs

12 francs 25 francs 20 francs

12 francs 25 francs 20 francs

12 francs 25 francs 20 francs

12 francs 25 francs 20 francs

12 francs 25 francs 20 francs

12 francs 25 francs 20 francs

12 francs 25 francs 20 francs

12 francs 25 francs 20 francs

12 francs 25 francs 20 francs

12 francs 25 francs 20 francs

12 francs 25 francs 20 francs

12 francs 25 francs 20 francs

12 francs 25 francs 20 francs

12 francs 25 francs 20 francs

12 francs 25 francs 20 francs

12 francs 25 francs 20 francs

12 francs 25 francs 20 francs

12 francs 25 francs 20 francs

12 francs 25 francs 20 francs

12 francs 25 francs 20 francs

12 francs 25 francs 20 francs

12 francs 25 francs 20 francs

12 francs 25 francs 20 francs

12 francs 25 francs 20 francs

12 francs 25 francs 20 francs

12 francs 25 francs 20 francs

12 francs 25 francs 20 francs

12 francs 25 francs 20 francs

12 francs 25 francs 20 francs

12 francs 25 francs 20 francs

12 francs 25 francs 20 francs

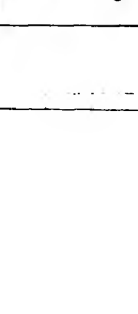
12 francs 25 francs 20 francs

12 francs 25 francs 20 francs

PIERRE CABANNE: "Quelle relation entre le Brésil et le PC français?"

Un Brésilien, Oscar Niemeyer, l'un des grands architectes contemporains, conçu, entre autres, Brasilia et le siège du P.C.E. à Paris en 1967. Brasilia, le nouveau Brésil, des Arts et des Lettres. Il est certain que le Brésil, à nos jours, en accordant une large place à l'art contemporain et à l'architecture, joue un rôle de premier plan dans la vie culturelle du monde. Écrit par Pierre Cabanne, ce documentaire est aussi un livre d'art qui vous fera découvrir l'ensemble des arts du monde entier, dans votre lecture.

Le Cabanne. Le dictionnaire vivant des arts.



CASIO

un cadeau? une CASIO

- Modèles simples
- Modèles musicaux
- Modèles scientifiques

Calcul du temps et calendrier.

...et toute une gamme de calculatrices

Noblet 170, rue du Temple, 75003 PARIS - CEDEX 03

Importateur en France. Papeteries et magasins spécialisés.

CASIO haute qualité

R6

LEGER EN NICOTINE ET GOUDRONS. AROMES DE TABACS PLUS CORSES.

Teneur moyenne par cigarette. 0,45mg nicotine, 0,95mg goudrons.

FAITES DES ÉCONOMIES POUR PAS CHER.

SHOPPING: LES BONNES ADRESSES DE LONDRES.

Pour Noël, Seajet fait des cadeaux. Plusieurs guides d'achats dans Londres et un plan des transports sont remis gratuitement à l'embarquement du Boeing Seajet. Comme ça, on sait tout de suite où aller pour trouver jouets et cadeaux qui, en Angleterre, ne sont vraiment pas chers.

Alors le week-end prochain, faites vos achats de Noël. 7h à St-Lazare: c'est le 1^{er} vol Seajet.

En fin de matinée au cœur de Londres. Et seulement pour 170F. Vous voyez, avec Seajet, on peut faire des économies pour Noël. Et pour pas cher. Renseignements au 742.77.91 ou à votre Agence de Voyages.

SEAJET

L'autre façon de s'envoler pour Londres.

R6

LEGER EN NICOTINE ET GOUDRONS. AROMES DE TABACS PLUS CORSES.

Teneur moyenne par cigarette. 0,45mg nicotine, 0,95mg goudrons.

SEAJET

L'autre façon de s'envoler pour Londres.

R6

LEGER EN NICOTINE ET GOUDRONS. AROMES DE TABACS PLUS CORSES.

Teneur moyenne par cigarette. 0,45mg nicotine, 0,95mg goudrons.

SEAJET

L'autre façon de s'envoler pour Londres.

100-443887-100

100

11-10-41-11-11-12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-100-101-102-103-104-105-106-107-108-109-110-111-112-113-114-115-116-117-118-119-120-121-122-123-124-125-126-127-128-129-130-131-132-133-134-135-136-137-138-139-140-141-142-143-144-145-146-147-148-149-150-151-152-153-154-155-156-157-158-159-160-161-162-163-164-165-166-167-168-169-170-171-172-173-174-175-176-177-178-179-180-181-182-183-184-185-186-187-188-189-190-191-192-193-194-195-196-197-198-199-200-201-202-203-204-205-206-207-208-209-210-211-212-213-214-215-216-217-218-219-220-221-222-223-224-225-226-227-228-229-230-231-232-233-234-235-236-237-238-239-240-241-242-243-244-245-246-247-248-249-250-251-252-253-254-255-256-257-258-259-260-261-262-263-264-265-266-267-268-269-270-271-272-273-274-275-276-277-278-279-280-281-282-283-284-285-286-287-288-289-290-291-292-293-294-295-296-297-298-299-300-301-302-303-304-305-306-307-308-309-310-311-312-313-314-315-316-317-318-319-320-321-322-323-324-325-326-327-328-329-330-331-332-333-334-335-336-337-338-339-340-341-342-343-344-345-346-347-348-349-350-351-352-353-354-355-356-357-358-359-360-361-362-363-364-365-366-367-368-369-370-371-372-373-374-375-376-377-378-379-380-381-382-383-384-385-386-387-388-389-390-391-392-393-394-395-396-397-398-399-400-401-402-403-404-405-406-407-408-409-410-411-412-413-414-415-416-417-418-419-420-421-422-423-424-425-426-427-428-429-430-431-432-433-434-435-436-437-438-439-440-441-442-443-444-445-446-447-448-449-450-451-452-453-454-455-456-457-458-459-460-461-462-463-464-465-466-467-468-469-470-471-472-473-474-475-476-477-478-479-480-481-482-483-484-485-486-487-488-489-490-491-492-493-494-495-496-497-498-499-500-501-502-503-504-505-506-507-508-509-510-511-512-513-514-515-516-517-518-519-520-521-522-523-524-525-526-527-528-529-530-531-532-533-534-535-536-537-538-539-540-541-542-543-544-545-546-547-548-549-550-551-552-553-554-555-556-557-558-559-560-561-562-563-564-565-566-567-568-569-570-571-572-573-574-575-576-577-578-579-580-581-582-583-584-585-586-587-588-589-590-591-592-593-594-595-596-597-598-599-600-601-602-603-604-605-606-607-608-609-610-611-612-613-614-615-616-617-618-619-620-621-622-623-624-625-626-627-628-629-630-631-632-633-634-635-636-637-638-639-640-641-642-643-644-645-646-647-648-649-650-651-652-653-654-655-656-657-658-659-660-661-662-663-664-665-666-667-668-669-670-671-672-673-674-675-676-677-678-679-680-681-682-683-684-685-686-687-688-689-690-691-692-693-694-695-696-697-698-699-700-701-702-703-704-705-706-707-708-709-710-711-712-713-714-715-716-717-718-719-720-721-722-723-724-725-726-727-728-729-730-731-732-733-734-735-736-737-738-739-740-741-742-743-744-745-746-747-748-749-750-751-752-753-754-755-756-757-758-759-760-761-762-763-764-765-766-767-768-769-770-771-772-773-774-775-776-777-778-779-780-781-782-783-784-785-786-787-788-789-790-791-792-793-794-795-796-797-798-799-800-801-802-803-804-805-806-807-808-809-810-811-812-813-814-815-816-817-818-819-820-821-822-823-824-825-826-827-828-829-830-831-832-833-834-835-836-837-838-839-840-841-842-843-844-845-846-847-848-849-850-851-852-853-854-855-856-857-858-859-860-861-862-863-864-865-866-867-868-869-870-871-872-873-874-875-876-877-878-879-880-881-882-883-884-885-886-887-888-889-890-891-892-893-894-895-896-897-898-899-900-901-902-903-904-905-906-907-908-909-910-911-912-913-914-915-916-917-918-919-920-921-922-923-924-925-926-927-928-929-930-931-932-933-934-935-936-937-938-939-940-941-942-943-944-945-946-947-948-949-950-951-952-953-954-955-956-957-958-959-960-961-962-963-964-965-966-967-968-969-970-971-972-973-974-975-976-977-978-979-980-981-982-983-984-985-986-987-988-989-990-991-992-993-994-995-996-997-998-999-1000-1001-1002-1003-1004-1005-1006-1007-1008-1009-1010-1011-1012-1013-1014-1015-1016-1017-1018-1019-1020-1021-1022-1023-1024-1025-1026-1027-1028-1029-1030-1031-1032-1033-1034-1035-1036-1037-1038-1039-1040-1041-1042-

115

Vous

1990

... ..

THE



Analyses et commentaires

Le grand «synthétiseur»

Analyses et commentaires

POINT DE VUE

Ils savent, mais ne le disent pas...

[illegible][illegible]

1950
 1951
 1952
 1953
 1954
 1955
 1956
 1957
 1958
 1959
 1960
 1961
 1962
 1963
 1964
 1965
 1966
 1967
 1968
 1969
 1970
 1971
 1972
 1973
 1974
 1975
 1976
 1977
 1978
 1979
 1980
 1981
 1982
 1983
 1984
 1985
 1986
 1987
 1988
 1989
 1990
 1991
 1992
 1993
 1994
 1995
 1996
 1997
 1998
 1999
 2000
 2001
 2002
 2003
 2004
 2005
 2006
 2007
 2008
 2009
 2010
 2011
 2012
 2013
 2014
 2015
 2016
 2017
 2018
 2019
 2020
 2021
 2022
 2023
 2024
 2025
 2026
 2027
 2028
 2029
 2030
 2031
 2032
 2033
 2034
 2035
 2036
 2037
 2038
 2039
 2040
 2041
 2042
 2043
 2044
 2045
 2046
 2047
 2048
 2049
 2050
 2051
 2052
 2053
 2054
 2055
 2056
 2057
 2058
 2059
 2060
 2061
 2062
 2063
 2064
 2065
 2066
 2067
 2068
 2069
 2070
 2071
 2072
 2073
 2074
 2075
 2076
 2077
 2078
 2079
 2080
 2081
 2082
 2083
 2084
 2085
 2086
 2087
 2088
 2089
 2090
 2091
 2092
 2093
 2094
 2095
 2096
 2097
 2098
 2099
 2100
 2101
 2102
 2103
 2104
 2105
 2106
 2107
 2108
 2109
 2110
 2111
 2112
 2113
 2114
 2115
 2116
 2117
 2118
 2119
 2120
 2121
 2122
 2123
 2124
 2125
 2126
 2127
 2128
 2129
 2130
 2131
 2132
 2133
 2134
 2135
 2136
 2137
 2138
 2139
 2140
 2141
 2142
 2143
 2144
 2145
 2146
 2147
 2148
 2149
 2150
 2151
 2152
 2153
 2154
 2155
 2156
 2157
 2158
 2159
 2160
 2161
 2162
 2163
 2164
 2165
 2166
 2167
 2168
 2169
 2170
 2171
 2172
 2173
 2174
 2175
 2176
 2177
 2178
 2179
 2180
 2181
 2182
 2183
 2184
 2185
 2186
 2187
 2188
 2189
 2190
 2191
 2192
 2193
 2194
 2195
 2196
 2197
 2198
 2199
 2200
 2201
 2202
 2203
 2204
 2205
 2206
 2207
 2208
 2209
 2210
 2211
 2212
 2213
 2214
 2215
 2216
 2217
 2218
 2219
 2220
 2221
 2222
 2223
 2224
 2225
 2226
 2227
 2228
 2229
 2230
 2231
 2232
 2233
 2234
 2235
 2236
 2237
 2238
 2239
 2240
 2241
 2242
 2243
 2244
 2245
 2246
 2247
 2248
 2249
 2250
 2251
 2252
 2253
 2254
 2255
 2256
 2257
 2258
 2259
 2260
 2261
 2262
 2263
 2264
 2265
 2266
 2267
 2268
 2269
 2270
 2271
 2272
 2273
 2274
 2275
 2276
 2277
 2278
 2279
 2280
 2281
 2282
 2283
 2284
 2285
 2286
 2287
 2288
 2289
 2290
 2291
 2292
 2293
 2294
 2295
 2296
 2297
 2298
 2299
 2300
 2301
 2302
 2303
 2304
 2305
 2306
 2307
 2308
 2309
 2310
 2311
 2312
 2313
 2314
 2315
 2316
 2317
 2318
 2319
 2320
 2321
 2322
 2323
 2324
 2325
 2326
 2327
 2328
 2329
 2330
 2331
 2332
 2333
 2334
 2335
 2336
 2337
 2338
 2339
 2340
 2341
 2342
 2343
 2344
 2345
 2346
 2347
 2348
 2349
 2350
 2351
 2352
 2353
 2354
 2355
 2356
 2357
 2358
 2359
 2360
 2361
 2362
 2363
 2364
 2365
 2366
 2367
 2368
 2369
 2370
 2371
 2372
 2373
 2374
 2375
 2376
 2377
 2378
 2379
 2380
 2381
 2382
 2383
 2384
 2385
 2386
 2387
 2388
 2389
 2390
 2391
 2392
 2393
 2394
 2395
 2396
 2397
 2398
 2399
 2400
 2401
 2402
 2403
 2404

1980

IF DIRECTED.

syndicaux

mardeuses.

politique du gouvernement va être jugée, dans la relation des syndicats, alors que les salariés restent toujours insatisfaits, que les négociations présidentielles ne parviennent pas à résoudre les problèmes de la vie économique, que le Parlement au débattu de mesures économiques à l'encontre des émigrés. Cette débauche d'opinion est qui pèse tous les jours sur les épaules des travailleurs. Le monde voit la France d'un haut.

parisienne

LE MATIN, l'affaire des diamants n'est pas clore.

» Sur la fond, le sujet sur lequel l'abbé Georges d'Estaint s'est montré le plus convaincant a été...

Les réactions dans les milieux politiques et syndicaux

[illegible]

100

171

—*Franklin D. Roosevelt*

Centre **ISTH** Centre
AUTUEL - TOLBIAC
Institut privé des Sciences et
Techniques humaines

EXPÉRIENCE CONFIRMÉE
DECS
trois décennies

Préparation intensive complète
pour l'entrée aux concours
d'entrée en 1^{re} année de
Faculté (niveau 1391) à l'Université de
Paris VI.

Cours de 12 à 15 étudiants

8, Av. Jean Hussey
75016 Paris Tel. 224.10.12

TOLBIAC Av. du Canal 15016 Paris
Tel. 531.58.95

SC PO

Préparation à distance
aux épreuves de
CULTURE GÉNÉRALE
doc. contre 8 F en timbres,
ACADEMEIA
408, Bd des Sources
34270 St Clément-Na-Rivière

PHILATÉLISTES

M. JOSPIN : des perles ajoutées aux diamants

M. LIONEL JORGIN, membre du parti national du peuple socialiste, a constaté « beaucoup d'écarts de sens dans la façon d'appréhender les problèmes nationaux et internationaux ». L'Union centriste qui laisse une « impression de malaise ». Partant d'une « impression relativement favorable », il a constaté qu'il ne peut pas entendre Fanjoux, le personnage de Voltaire qui dit « tout est pour le mieux dans le meilleur des mondes ». Il a ajouté : « Je ne suis pas un philosophe, mais je suis un économiste et social, le président n'est qu'un rétro qui ne sait rien de rien mais qui, néanmoins, optimiste pour le moment, croit que tout va bien et sans doute que cela continuera à sa conception des problèmes sociaux. Au diable, les présidents ajoutés encore quelques ministres, nous allons à l'encontre du régime de Bokassa être déstabilisée alors que le président

L'HUMANITE : l'élégance d'un funambule.

« L'Estimé porte au sommet, et
 « bien c'est d'écouter les pro-
 « posés, mais, ceux qui l'ont
 « l'humilité de se faire à l'écou-
 « l'écoulement des trois parties
 « de la. Pourvu qu'il y ait
 « beaucoup à dire sur la situation
 « du moment où l'on s'ap-
 « proche de la mise en œuvre
 « des aspects et alors que la mise en
 « œuvre de la politique de M.M. Gi-
 « scard d'Estimé et Barre pour
 « l'écoulement de la situation
 « de la situation populaire. Le chef
 « de l'Etat s'efforce de conjurer cette
 « protestation en multipliant les
 « sur la volonté de
 « la concertation pour éviter
 « d'écouler l'assise du pouvoir en
 « préparant l'entrée des socialistes
 « à la majorité. Parallèlement la
 « l'écoulement de la situation
 « l'écoulement objectif que M. Giscard
 « d'Estimé nous sur un autre re-
 « gistré. So mission est de maintenir
 « la situation de la situation prén-
 « tendre les troupes qui peuvent
 « tendre à se dissoudre. »

LIBERATION : quelques formules.

[illegible]

100

1

1990

1000

100

POLITIQUE

DE GROSSESSE A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

prolongent par leurs nombreuses interventions

caption dans le texte du gouver-
nement, et dénonce à la fois
« l'hypermétrie, le caractère di-
cussionnel et les abus/hypocrisie »
de la loi. Mme JACQ affirme que
le « dossier-garde » a fait la
preuve de son « inutilité » et que
l'entretien préalable « n'est pas
demandé pas ». Elle dénonce le
refus du remboursement de l'in-
terruption volontaire de grossesse
par la Sécurité sociale et précise
que cette situation ne touche que
les femmes les plus démunies.

M. POYER (R.P.R., Maine-et-
Loire) dénonce le véritable mo-
trage en faveur de l'avortement
auquel est soumise, selon lui,
l'Union, et s'élève contre l'ab-
sence de politique familiale. A
propos de la notion d'« état de
nécessité », il observe : « Une
vérification préalable de la situa-
tion de détresse n'est pas, en
liberté absolue d'avorter, en
démocratie la règle pour les mères

et M. Poyer souligne : « Le
délai d'information et d'édifica-
tion » qui est, selon lui, l'une des
raisons qui expliquent le recours
à l'avortement, et assure que, en
réalité, le texte est « inopérant »,
notamment par l'absence de délai
sur les statistiques.
S'adressant à Mme Pelletier,
il indique : « Ne faites pas voter
une loi délicate, car nous avons
contribué à faire entrer dans les
espérances que l'avortement est
une intervention à caractère
médical, et non une intervention
politique ». Il ajoute : « Vous nous avez
donnés les deux termes d'une alter-
native étonnante : l'acceptation
d'un côté la répression pénale
qui était la solution d'hier, de
l'autre la liberté d'avorter à pré-
sent sans contrôle ». Le député du
Maine-et-Loire déclare en conclu-
sion : « Je ne vois pas pourquoi
il serait légitime de multiplier pour
le droit de tuer et pourquoi il
serait illégitime de militer pour
le droit de naître ».

et déclare : « On oserait d'ap-
précier en justice pour ne pas
souffrir ». Mme PRAYSSÉ-CAZALIS (P.C.,
Hauts-de-Seine) se déclare favo-
rable à un délai de douze semai-
nes, mais s'oppose à ceux de
quarante ou vingt semaines, car,
indique-t-elle, « ce serait l'ar-
bitraire des risques importants à la
santé des femmes ». Elle demande
la suppression de l'obligation à
l'entretien et de la « semaine de
réflexion », et affirme : « Lors-
qu'une femme entreprend des
démarches pour une interruption
volontaire de grossesse, elle a déjà
réfléchi ».

M. BRIANE (U.D.F., Aveyron)
soutient une « législation positive
qui fasse appel à la responsabilité
» et indique notamment :
« Un peuple qui en vient à ajus-
ter la loi sur les mœurs est un
peuple en décadence ».

M. HERAUD (U.D.F.) : le nombre
des avortements clandestins diminue
M. ROLLAND (R.P.R., Allier)
indique : « Nous sommes ici pour
discuter la loi, non pour voter la
mort. Vous savez que les dépen-
ses ont été énormes. La loi de
1975 tend vers une dangereuse
régression démographique et le
gouvernement doit en prendre
conscience. C'est un projet de
loi qui tend à supprimer trois
cent mille personnes par an ». En
voici une autre loi, les députés
« fuiront leur pays ».

Mme MUSSOY (R.P.R.,
Paris) assure que les avortements
illégaux sont en nombre et que
derrière eux, c'est la responsabilité
de l'homme
modèles d'un remboursement
qui couvrent aux situations écon-
omiques difficiles l'interpréta-
tion la plus large possible. Il
estime, d'autre part, « inadmis-
sible que la classe de conscience
inopérante à titre individuel soit
chargée par le médecin-chef de
son service ».

M. ALAIN RICHARD (P.S.,
Val-d'Oise) estime que sur une
telle question il faut « réviser
l'engagement philosophique » et
adopter « une position de laïcité ».

Mme MOREAU (P.C.) : le principe odieux de la discrimination par l'argent

Mme GISELLE MOREAU (P.C.,
Paris) assure que le droit de don-
ner la vie est un « droit fondamen-
tal » qui ne doit être « strictement
lié à l'existence ». Elle souhaite
le développement de l'éducation
sexuelle et de la contraception
car l'avortement ne peut être
une méthode de contraception.
Il doit être, précise-t-elle, « une
ultime ressource ». Elle ajoute en-
suite : « C'est bien de la tarifi-
er, mais de développer la demande
quand on est responsable d'une
politique de répression sociale et
de se poser en censeur de la mo-
ralité publique alors qu'on ne fait
que réclamer le retour à l'ordinaire
loi de 1920 ». Mme Moreau estime
que l'éducation sexuelle est réduite
« le plus souvent » à une correc-
ture. Le non-remboursement de
l'I.V.G. par la Sécurité sociale
« monétise le principe odieux de
la discrimination par l'argent ».

Elle souhaite que l'avortement soit
pratiqué par des médecins dans
tous les hôpitaux publics, qu'il
soit pris en charge à 100 % et se
prononce contre les « restrictions
concernant les étrangers ». Enfin,
après avoir indiqué qu'une inter-
vention de grossesse devrait pouvoir
être effectuée jusqu'à la douzième
semaine, Mme Moreau se déclare
favorable au report de la clause
de conscience. Elle ajoute : « Tout
individu, étant strictement
individuel, ne peut être un obstacle
à l'application de la loi dans les
établissements hospitaliers ».

Mme Louise MOREAU (U.D.F.,
Alpes-Maritimes) estime que la
dignité c'est d'abord de débiter
des clameurs de la rue et à
l'abri des prestos et de l'auto-
légalité » et déclare adhérer à
une « philosophie chrétienne ».

Elle affirme que le texte ne crée
« aucun droit à l'avortement »,
mais souhaite que lui soient appli-
qués les « correctifs » nécessaires
ou utiles pour l'application de la
loi. Elle propose, d'autre part,
l'institution d'un entretien « post-
I.V.G. ».

Mme D'HARCOURT (N.L.,
Hauts-de-Seine) évoque le
preamble de la déclaration des
droits de l'homme et que les Ma-
ritimes ont voté le 20 novembre 1959 :
« L'enfant en bas âge est un
manque de maturité physique
et intellectuelle, a besoin d'une
protection spéciale et de soins
spéciaux, notamment d'une
protection juridique, avant
comme après la naissance ».

Rappelant le débat sur la poli-
tique familiale, qui a, en fin de
semaine dernière, à l'Assemblée,
elle indique : « Nous sommes
ainsi amenés à défendre en l'es-
pace de quelques jours une chose
et son contraire ».

Mme AVICE (P.S., Paris)
pluie pour « la politique
d'avoir les enfants que l'on désire
ou moment le plus favorable,
pour pouvoir les élever dans les
meilleures conditions ». Elle re-
commande que l'application de la
loi de 1975 entraîne des aspects
positifs et négatifs. Elle ajoute :
« Le nombre des avortements ne
s'est pas multiplié et des milliers
de femmes ont pu éviter de se
cacher ». Elle déclare que la pro-
cédure préalable sert « à la di-
vision », que la clause de
conscience « est souvent éludée »
à l'ensemble d'un service hospi-
talier, enfin que la tarification
de l'intervention « est extrême-
ment variable ».

Mme AVICE note
que l'avortement clandestin n'a
pas disparu et dénonce les condi-
tions « d'âge, de nationalité et
d'argent » devant l'avortement.
Elle demande que le nombre des
centres de planification familiale
soient multipliés, observe que les
avortements à réclamer sont ap-
prochant 15 % des cas, réclame la
fin de l'« exploitation financière
de la détresse des femmes », la
gratuité des moyens contracep-
tifs, enfin la suppression de l'au-
torisation parentale pour les ma-
jeurs et celle de naître pour
les étrangers. Enfin le député de
Paris se prononce pour une
extension du délai. Pour pendant
lequel l'intervention de grossesse
peut être effectuée.

M. DELAUNAY (R.P.R., Val-
d'Oise) entend ce débat
plan « philosophique, moral, reli-
gieux » : est-ce un meurtre, indi-
que-t-il, ou un acte médical ?

réponse est simple : dès l'instant

qu'il y a un fœtus, il y a un être
humain. Si on est pour la vie on
ne peut qu'être opposé à l'avorte-
ment et favorable à l'abolition de
la peine de mort. Il reconnaît
que le phénomène des avorte-
ments clandestins existe et
est en hausse. Il appelle à la
« loi de 1975 », et signale les
avortements « de conscience »

et plus de précision sur les
avortements clandestins diminue
M. ROLLAND (R.P.R., Allier)
indique : « Nous sommes ici pour
discuter la loi, non pour voter la
mort. Vous savez que les dépen-
ses ont été énormes. La loi de
1975 tend vers une dangereuse
régression démographique et le
gouvernement doit en prendre
conscience. C'est un projet de
loi qui tend à supprimer trois
cent mille personnes par an ». En
voici une autre loi, les députés
« fuiront leur pays ».

Mme MUSSOY (R.P.R.,
Paris) assure que les avortements
illégaux sont en nombre et que
derrière eux, c'est la responsabilité
de l'homme
modèles d'un remboursement
qui couvrent aux situations écon-
omiques difficiles l'interpréta-
tion la plus large possible. Il
estime, d'autre part, « inadmis-
sible que la classe de conscience
inopérante à titre individuel soit
chargée par le médecin-chef de
son service ».

M. ALAIN RICHARD (P.S.,
Val-d'Oise) estime que sur une
telle question il faut « réviser
l'engagement philosophique » et
adopter « une position de laïcité ».



"J'AI ÉCONOMISÉ 2000 F SUR MES IMPÔTS"

"J'ai un salaire de 80 000 F net par an. Avec une part, j'aurais dû
payer 15 244 F d'impôt en 1979.
Heureusement, j'ai acheté 5 000 F d'actions françaises à la
Société Générale. 5 000 F que j'ai déduits de
mon revenu imposable. Résultat : j'ai
payé moins d'impôt. 2 000 F de moins !"



SERVICE 5000
Des actions françaises déductibles
de votre revenu imposable.

هكذا من الأصل

TAIRE DE GROSSESSE
DEUX LIVRES

L'AVORTEMENT DANS LE MONDE

V. — L'incohérence du droit et des faits EN ITALIE : la mort lente de la «mamma»...

Rome. — L'Italie ne correspond plus à l'image qu'on s'en fait généralement. En trente-cinq ans, le pays de la mamma a parcouru autant de chemin que la Grande-Bretagne en deux siècles. Ses mœurs méditerranéennes et catholiques ont subi les effets conjugués de l'immigration, de l'industrialisation et de la socialisation. Et le processus a cessé d'acquiescer en 1974, au début de la loi de 1978, qui a permis l'avortement à quatre-vingt-trois jours.

Cette bataille législative a été longue et difficile. Quatre camps s'y affrontaient : l'Eglise, totalement opposée à l'interruption de grossesse ; la démocratie chrétienne, résignée à un accommodement ; la loi de 1978 qui punissait sévèrement l'avortement ; les considérant comme « un crime contre la descendance » ; les partisans de la loi de 1978, favorables à une large libéralisation ; enfin les radicaux et les socialistes, partisans d'une abrogation pure et simple de la loi de 1978.

Le premier obstacle concerne les petites villes, surtout dans le Sud, où la peur du qu'en-dira-t-on demeure très forte. Certaines femmes choisissent de se rendre à Naples ou à Rome, d'autres se résignent aux visites, d'autres, quittaient à payer.

Le deuxième obstacle est la carence des structures sanitaires. Convertis de dettes, les hôpitaux italiens ne fonctionnent déjà pas convenablement avant l'adoption de la loi. Même dans la capitale, il faut parfois se lever de l'aube pour prendre son tour dans un consultoire.

Un troisième obstacle est l'opposition d'une bonne partie du

De notre correspondant

moyens à empêcher le référendum. Ne parvenant pas à modifier à temps la loi votée, le projet de loi de 1978 a été adopté en juin 1978.

Le nouveau Parlement, plus à gauche que le précédent, et saisi à nouveau du dossier, le 22 mai 1978, une loi très libérale était adoptée, de fond sur trois principes : liberté de la femme, sécurité et gratuité.

De la théorie à la pratique

En théorie, le système est très libéral. Une femme peut toujours arguer de raisons sur sa santé psychique et elle trouvera tout jour un médecin pour l'approuver. Mais plusieurs obstacles empêchent les choses d'être aussi simples, et un an après l'entrée en vigueur de la loi, les interruptions de grossesse légales ont été dénombrées (alors que les avortements clandestins sont trois fois plus nombreux et l'on s'en tient aux statistiques les plus modérées).

Le premier obstacle concerne les petites villes, surtout dans le Sud, où la peur du qu'en-dira-t-on demeure très forte. Certaines femmes choisissent de se rendre à Naples ou à Rome, d'autres se résignent aux visites, d'autres, quittaient à payer.

EN ALLEMAGNE FÉDÉRALE : le « scandale » d'une loi mal appliquée

De notre correspondant

Bonn. — Les controverses sur l'avortement sont en train de rebondir dans la République fédérale. La conférence des évêques récemment réunie à Fulda, en effet, a publié une déclaration dans laquelle la hiérarchie de l'Eglise catholique dénonce comme un « scandale » la manière dont est appliquée la loi réglementant les interruptions de grossesse.

Cette loi, qui date du 21 juin 1976, autorise l'avortement jusqu'à la fin de la douzième semaine lorsque la femme invoque une situation de « détresse » ; jusqu'à la fin de la vingt-deuxième semaine pour des raisons thérapeutiques graves (notamment) ; quel que soit l'âge de la grossesse s'il apparaît que celle-ci met la vie de la mère en danger.

Pourtant l'application de cette loi ne va pas sans poser un certain nombre de problèmes et sans provoquer de vifs affrontements.

La polémique avait déjà été relancée par le cardinal Höffner, archevêque de Cologne, qui est aussi le président de la conférence épiscopale. Dans une lettre

Un « dialogue constructif »

A l'heure actuelle, le plus grand nombre des avortements légaux est pratiqué sur des femmes de trente-cinq à quarante ans qui ont déjà un ou plusieurs enfants et qui n'ont pas d'attentes d'une nouvelle maternité. Un second groupe comprend des femmes et des jeunes femmes catholiques dont les études, l'apprentissage ou la vie professionnelle seraient interrompus par une maternité.

La déclaration de Fulda donne lieu à des réactions divergentes et la direction du parti social-démocrate s'est même encore démentie sur la base de ses propres déclarations.

est opposé à l'avortement. Le parti socialiste propose, quant à lui, de modifier la loi dans un sens encore plus libéral : abaisser l'âge minimum à seize ans, étendre aux chirurgiens la possibilité d'intervenir et de plus punir les femmes qui avortent illégalement.

Des centres de consultation familiale

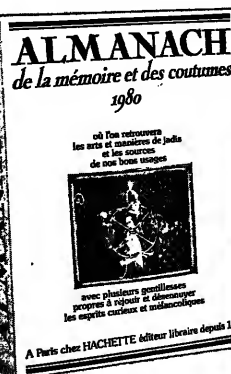
L'argument démographique n'a guère été invoqué jusqu'ici par les adversaires de l'avortement. Beaucoup d'italiens continuent à croire que leur pays est voué à la décadence. Or la courbe de la natalité n'a cessé de baisser. Elle enregistrera même une chute drastique depuis dix ou quinze ans. Le taux des naissances qui était encore de dix-huit pour mille en 1976 est aujourd'hui de seize pour mille. C'est-à-dire exactement égal au taux des décès. Les avortements légaux sont encore trop peu nombreux pour qu'ils soient responsables de cette situation. Il est certain, en revanche, que la crise économique et les difficultés de la vie ont contribué, contre la natalité. On enregistre en outre, depuis quelques années, une forte diminution du nombre des mariages.

Mais c'est surtout le changement des mœurs qui explique la baisse démographique : « Venant de la loi de 1978, l'Italie s'est retrouvée, surtout depuis dix ans, l'information contraceptive s'est développée avec la création, en 1976, de centres de consultation familiale. On n'avait pas attendu cette loi pour installer des distributeurs de préservatifs masculins aux portes de certaines pharmacies ou de grandes usines. Selon des statistiques approximatifs, 10 % des Italiens se font stériliser à cette méthode, alors que 5 % des femmes utilisent la pilule et à peine 2 % le diaphragme ou le stérilet.

L'avortement est considéré de fait par nombre de femmes comme un moyen contraceptif. Et ce n'est pas une chose nouvelle. Il était ainsi dans les mœurs bien avant la loi de 1978. Mais c'est surtout les plus sensibles aux directives de l'Eglise qui ne peuvent croire, en fait, que la détermination de la maternité est la seule contraception.

ROBERT SOLE

Hachette littérature a sélectionné pour vos cadeaux d'étreennes :



ALMANACH de la mémoire et des coutumes 1980

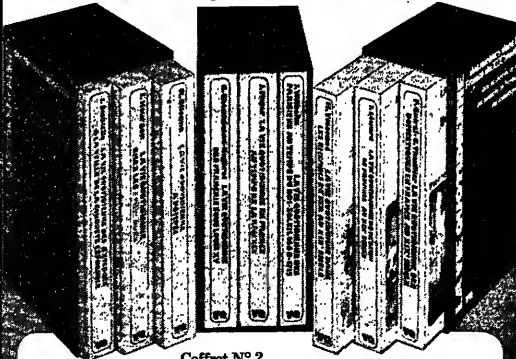
par Pierre Barret, Jean-Noël Gurgand et Claire Thévenin. Fournissant de renseignements sur l'histoire familiale, de dictons et de bons conseils, cet almanach, illustré de très nombreux dessins et vignettes pris dans de vieux grimoires, permet de renouer avec les rythmes naturels : la lune, le soleil, la pluie et le beau temps, les saisons, les travaux et les jours.



Biographies du PÈRE NOËL

par Catherine Legagol. Le Père Noël, personnage-chef de notre enfance est un inconnu, car qui connaît l'origine de la fête de Noël ? Ces ouvrages racontent son histoire, ses traditions, ses fêtes et légendes qui nous ont fascinés et qui fascineront nos enfants.

et 3 coffrets comportant chacun 3 ouvrages de la collection LA VIE QUOTIDIENNE



Coffret N° 1
La vie quotidienne des mondes disparus :
...chez les Etrusques
par J. Heurgon
...à Pompéï
par R. Etienne
...des Antiques
par J. Soulez

Coffret N° 2
La vie quotidienne dans la France de l'Ancien Régime :
...des Parisiens au temps du Roi-Soleil
par J. Wilhelm
...au temps de la Régence
par J. Meyer
...des Français sous Louis XV
par G. Chaussinand-Nogaret

Coffret N° 3
La vie quotidienne des notables en France au XIX^e siècle :
...dans les châteaux de fer
par H. Vincenot
...des médecins de province
par J. Léonard
...des domestiques
par P. Guiral et G. Thullier

Hachette
littérature

Édité par la S.A.R.L. Le Monde.
Généraliste :
Jacques Sarragat, directeur de la publication.
Imprimé :
du « Monde »
5, rue de Valenciennes
75001 Paris
1977

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.
Commission paritaire n° 37 697.

مكتبة الأصيل

ÉDUCATION

CLASSES SAUVAGES DANS LES BOUCHES-DU-RHÔNE ET LE VAL D'OISE

• A DOMONT : les « mamans-institutrices » • A GAGERN : corrida dans une cour d'école ne désarment pas

Un groupe scolaire Gabriel-Péri, le lundi 26 novembre, comme d'habitude, des élèves du C.P. 1 arrivent à l'école. Mais les parents ne sont pas en retard : ils viennent régulièrement aux réunions de la section parents. Le cours commence à 8 heures, la lecture, c'est l'heure de la classe. Un vingtième de petites têtes consciencieuses s'alignent sur les cahiers. Ce n'est pas une fois par semaine que les parents se réunissent, mais tous les jours, à 8 heures, ils sont là, à l'heure de la classe. Ce n'est pas une fois par semaine que les parents se réunissent, mais tous les jours, à 8 heures, ils sont là, à l'heure de la classe.

Nulle trace de découragement chez les parents des élèves de l'école primaire qui sont décidés à continuer leur action. Depuis la rentrée scolaire, quand ils ont vu le supposé « cours élémentaire » première année de Gabriel-Péri, après la « globalisation » des effectifs avec les classes voisines, ils ont vu que les parents des élèves de l'école primaire qui sont décidés à continuer leur action.

Quant à la note reçue par les parents, qui les menace de suspendre les prestations familiales, le maire (P.S.) de Domont, Jean-Pierre Lecoq, a écrit pour leur porter plainte contre eux pour « manquement aux obligations de la loi ». Les parents d'élèves ont formé un collectif. Pendant la journée, on s'est avant tout les uns aux autres.

UNE JOURNÉE D'ÉTUDE DE PSYCHIATRIE INFANTILE

La prévention précoce

Le bien-être de l'enfant dans la famille, la prévention de ses troubles psychologiques et le rôle de la psychiatrie infantile ont été les principaux thèmes de la journée d'étude de la Société française de psychiatrie de l'enfant et de l'adolescent, à l'occasion de l'anniversaire de la fondation de la Société française de psychiatrie de l'enfant et de l'adolescent.

FAIRE de la prévention précoce, c'est des efforts majeurs des professionnels de la psychiatrie infantile et de la psychologie.

CLAUDE BARAT.

Arles. — Depuis le mois de septembre, le nord de la Camargue est en émoi. La décision prise par l'inspecteur d'académie des Bouches-du-Rhône de fermer la deuxième classe de l'école de Gagnon, un hameau de la commune d'Arles, a provoqué la colère des parents et de la population. Après de multiples — et vaines — démarches pour obtenir la réouverture d'une seconde classe, les parents ont décidé, au début du mois d'octobre, d'occuper un local de l'école. Créant une deuxième classe avec les enfants les plus jeunes, les parents se sont provisoirement transformés en maîtres et assurent désormais l'enseignement.

Le 13 octobre, cette « classe sauvage » avait eu lieu sur le marché d'Arles, et le 26 octobre, dans le hall de l'école Léon-Bailly, siège de l'inspection départementale primaire. Sous les yeux et les enseignements de la circoscription, qui n'a pas fait une journée de grève, les parents multiplient depuis un mois les actions spectaculaires pour la réouverture officielle de la deuxième classe.

A tous les carrefours, de longs fils de 11 kilomètres de long qui s'étendent dans le delta de la Camargue ont été tendus. Les parents ont écrit sur ces fils des lettres, des mots, des phrases, des slogans, des revendications. Ils ont écrit : « Nous ne sommes pas des sauvages », « Nous ne sommes pas des sauvages », « Nous ne sommes pas des sauvages ».

Les exploitants agricoles, eux aussi, ont écrit sur les fils des lettres, des mots, des phrases, des slogans, des revendications. Ils ont écrit : « Nous ne sommes pas des sauvages », « Nous ne sommes pas des sauvages », « Nous ne sommes pas des sauvages ».

Face à l'indécision de l'administration, les parents ont décidé de faire une manifestation. Le 13 novembre, ils ont introduit dans la cour de l'école, interdite aux parents, des enfants, des adultes, des animaux. Ils ont écrit sur les murs de l'école, interdite aux parents, des enfants, des adultes, des animaux.

Face à l'indécision de l'administration, les parents ont décidé de faire une manifestation. Le 13 novembre, ils ont introduit dans la cour de l'école, interdite aux parents, des enfants, des adultes, des animaux. Ils ont écrit sur les murs de l'école, interdite aux parents, des enfants, des adultes, des animaux.

SERGE BOLLOCH.

Le secrétariat de l'enseignement catholique envisage d'organiser une « conférence de la paix scolaire »

La loi d'aide à l'enseignement privé, appelée « loi Debré », aura bientôt vingt ans. Elle a été promulguée le 13 décembre 1959.

À l'occasion de cet anniversaire, le secrétariat général de l'enseignement catholique a l'intention de proposer à ses amis, ainsi qu'à ceux qui se contentent de l'enseignement catholique, une conférence de la paix scolaire.

À cette conférence devraient être conviés l'Association parlementaire pour la liberté de l'enseignement, qui réunit M. Guy Goussier, député R.P.R. de l'Indre, et M. Jean-Pierre Lecoq, député R.P.S. de Domont.

SUGGESTIONS POUR SAUVER L'ÉCOLE RURALE

Pour sauver l'école rurale, la section de l'enseignement catholique a l'intention de proposer à ses amis, ainsi qu'à ceux qui se contentent de l'enseignement catholique, une conférence de la paix scolaire.

Face à l'indécision de l'administration, les parents ont décidé de faire une manifestation. Le 13 novembre, ils ont introduit dans la cour de l'école, interdite aux parents, des enfants, des adultes, des animaux. Ils ont écrit sur les murs de l'école, interdite aux parents, des enfants, des adultes, des animaux.

Face à l'indécision de l'administration, les parents ont décidé de faire une manifestation. Le 13 novembre, ils ont introduit dans la cour de l'école, interdite aux parents, des enfants, des adultes, des animaux. Ils ont écrit sur les murs de l'école, interdite aux parents, des enfants, des adultes, des animaux.

ALAIN WOODROW.

RELIGION

Déférence et indifférence

(Suite de la première page.) Sur la visite de Jean-Paul II à la basilique de Lourdes, le 13 novembre, les journaux ont écrit : « Le pape a été reçu par le maire de Lourdes, M. Jean-Pierre Lecoq, qui a dit : « Le pape est un homme de bien, un homme de bien ».

Certains se posent cependant la question : pourquoi le pape a-t-il choisi de visiter la Turquie en ce moment ? Pour les extrémistes, c'est une provocation. Les musulmans proches du parti du saint nationalisme ont vu ce voyage d'un mauvais œil. Ils ont écrit : « Le pape est un homme de bien, un homme de bien ».

Un lien national des érudits de droite, a déclaré son hostilité au voyage du pape en rappelant qu'il considérait la Turquie comme un pays musulman. Ils ont écrit : « Le pape est un homme de bien, un homme de bien ».

Malgré la majorité de la population de ce pays laïc et de tradition pluraliste, le partage par cette position extrême. L'indifférence des journaux de droite, qui ne se sont pas intéressés à la visite du pape, est une épreuve dans la cour turque.

TELEX PARTAGE

ÉTRANGE SERVICE TELEX / PARIS 03 345.21.62

Evasion à Florence une semaine à partir de 1260€



Une semaine entière dans la ville des Médicis. Pour 1260 €, avec un hôtel touristique, petits déjeuners et visites guidées de la ville. Une semaine pour découvrir Florence à pied, avec un guide, retour samedi. Possibilité de week-end à partir de 985 €. Adressez-vous vite à votre agent de voyages.

Alitalia 70 vols vers l'Italie par semaine.

Le secrétariat de l'enseignement catholique envisage d'organiser une « conférence de la paix scolaire »

La loi d'aide à l'enseignement privé, appelée « loi Debré », aura bientôt vingt ans. Elle a été promulguée le 13 décembre 1959.

À l'occasion de cet anniversaire, le secrétariat général de l'enseignement catholique a l'intention de proposer à ses amis, ainsi qu'à ceux qui se contentent de l'enseignement catholique, une conférence de la paix scolaire.

À cette conférence devraient être conviés l'Association parlementaire pour la liberté de l'enseignement, qui réunit M. Guy Goussier, député R.P.R. de l'Indre, et M. Jean-Pierre Lecoq, député R.P.S. de Domont.

SUGGESTIONS POUR SAUVER L'ÉCOLE RURALE

Pour sauver l'école rurale, la section de l'enseignement catholique a l'intention de proposer à ses amis, ainsi qu'à ceux qui se contentent de l'enseignement catholique, une conférence de la paix scolaire.

Face à l'indécision de l'administration, les parents ont décidé de faire une manifestation. Le 13 novembre, ils ont introduit dans la cour de l'école, interdite aux parents, des enfants, des adultes, des animaux. Ils ont écrit sur les murs de l'école, interdite aux parents, des enfants, des adultes, des animaux.

Face à l'indécision de l'administration, les parents ont décidé de faire une manifestation. Le 13 novembre, ils ont introduit dans la cour de l'école, interdite aux parents, des enfants, des adultes, des animaux. Ils ont écrit sur les murs de l'école, interdite aux parents, des enfants, des adultes, des animaux.

ALAIN WOODROW.

RELIGION

Déférence et indifférence

(Suite de la première page.) Sur la visite de Jean-Paul II à la basilique de Lourdes, le 13 novembre, les journaux ont écrit : « Le pape a été reçu par le maire de Lourdes, M. Jean-Pierre Lecoq, qui a dit : « Le pape est un homme de bien, un homme de bien ».

Certains se posent cependant la question : pourquoi le pape a-t-il choisi de visiter la Turquie en ce moment ? Pour les extrémistes, c'est une provocation. Les musulmans proches du parti du saint nationalisme ont vu ce voyage d'un mauvais œil. Ils ont écrit : « Le pape est un homme de bien, un homme de bien ».

Un lien national des érudits de droite, a déclaré son hostilité au voyage du pape en rappelant qu'il considérait la Turquie comme un pays musulman. Ils ont écrit : « Le pape est un homme de bien, un homme de bien ».

Malgré la majorité de la population de ce pays laïc et de tradition pluraliste, le partage par cette position extrême. L'indifférence des journaux de droite, qui ne se sont pas intéressés à la visite du pape, est une épreuve dans la cour turque.

ALAIN WOODROW.

ALITALIA 70 vols vers l'Italie par semaine.

ALITALIA 70 vols vers l'Italie par semaine.

Le lieu de l'énigme

les baïes, les discothèques, les
théâtres à disposition, qu'on
a tout ramassé en une seule
entre Paris et la banlieue.

Mais, plutôt que d'établir un
catalogue de toutes les activités
culturelles, on a préféré dans
la banlieue une approche plus
subjective. Jeter ici et là un
coup d'oeil, puis un autre, et
conclure un peu du climat particu-
lier de cette « banlieue inter-
dite et transmise », où les gens
se sentent « à l'écart », « à l'é-
carté », « à la fois là et pas là »,
sans référence à l'institution
culturelle, sans référence à la
liberté, un certain sentiment de
fatalité et une certaine violence.
C'est près pas un hasard si le rock
a pris si profondément racine.

Toutes les banlieues se ressem-
blent, celle de Paris, de Londres,
de New-York. Si l'on est resté

(1) *Marianne Alphon, Claude Minière dans « Les baniliures », une série d'Olivier Kappelin et Pamela Doussan diffusée dans les « Nuits*

CHRISTIAN DUPAYILLON,

copieuse, à la H
évoque les années

AU PALAIS DE
Il y a du Ma

Salé. Pierre Soulages, au Centre Pompidou : les peintures récentes. **Tendances** de l'art en France II, à l'ARC : les parti pris figuratifs de Gérard Gasciol-Talbot. La gothique retourne à l'hôtel de Sully : on attendait Viollet-le-Duc. **Portraits** de famille, au Musée des arts décoratifs : une affaire de ressemblance, de respect de l'autre, de sympathie. **Wols**, au Centre Pompidou : les photographies d'un peintre. **Affiches japonaises**, au Musée de l'Affiche : quatre-vingts œuvres du dix-huitième siècle à nos jours.

**NICOLETTA
A BOBINO**
Le meilleur spectacle de Nicoletta.

qui sait employer avec intelligence l'exceptionnelle tessiture de sa voix et prend plaisir à chanter ballades, rengaines bien ficelées et rock.

PIA COLOMBO
A AUBERVILLIERS
• Théâtre - Chant », de Maurice Fenen.

jazz

GATO BARBIERI
AU PALACE

La chaleur et la passion du tango argentin, par un saxophoniste qui a traversé la révolution du free jazz américain (le 2 décembre, à 20 h. 30).

ALIPHONE & SUBEXPORT present

**Prix Spécial
du Jury
Cannes 79**

LA BANLIEUE

Une enquête de Catherine HUMBLLOT et Alain WAIS

Trois générations qui ont vécu le rock et la banlieue. Univers qui se croisent — l'un pour égarer l'autre — se retrouvent parfois.

Higelin a trente-neuf ans. De tous les chanteurs de rock, Higelin est peut-être le plus « pote », si l'on peut dire. Une poterie ouverte, écorchée. Ce « loop solitaire » des barbares ragones et du bébé connaît bien la banlieue, il y est né, elle hante sa musique et ses textes. Higelin, qui tourne actuellement un film sur la vie d'un vieux rocker en banlieue, sort prochainement deux nouveaux 30 centimètres (Championne pour tout le monde), « Caviar pour les autres » chez Pathé. Les musiciens de Bijou ont vingt-sept et trente ans. En renouant avec le rock populaire, « adolescent », ils ont revivifié le rock français. Ils viennent d'enregistrer un 33 (ours « Pas dormir »), à Los Angeles. Ils vivent à Juvigny.

Juvigny, où l'on a rencontré Serge, vingt ans; Alice, dix-neuf ans, qui parlent de la rue, du chômage, des cafés, de la télé, du rock, de l'ennui, leur culture.

La banlieue est une culture et le rock, qui exprime des sentiments forts avec des mots simples (et même crus), est peut-être le meilleur moyen de fabriquer à la banlieue l'âme qui lui fait défaut, et de dire la révolte, la haine, devant ce territoire, ce « pays », dit Higelin, « où il paraît que Bon Dieu s'est figné ».



« Un sucre de pin. — Vous êtes né où, chacun ? — Paris. — Corbeil ».

Quitter le national, traverser Juvigny, de gaver sur la place du marché, marcher à l'assiette, entrer au hasard dans un café. Samedi 15 heures. Ils doivent débiter devant le comptoir, deux jeunes gens, deux musiciens pointus et coquettés, ils attendent silencieusement leur consommation. Flippers. A Vous voulez bien qu'on parle un peu de la vie ici ? Ils coulent bien.

S'asseoir autour d'une table et brancher la magnétophone. Serge, vingt ans, Alice, dix-neuf ans l'intimide un peu. Ils ont parlé et la conversation a pris un tour. Ils ont des phrases qui se terminent par parce qu'il n'est pas besoin, un langage expédictif, répétitif. Il faut le retrouver ici quel, les répétitions justement, les lés de langage, photos instantanées de leur vie. Une heure et demi plus tard, ils se sont levés pour rejoindre des amis. On avait occupé un peu de leur temps. Le bruit des flippers s'est fait plus présent.

— Vous allez encore à l'école ? Vous travaillez ? — On a arrêté il y a longtemps. Je reviens de l'armée. — Je cherche du travail. — Ici ? — Ouais. N'importe où.

— Et toi ? — Hein ? A seize ans, j'ai quitté l'école. A cause d'un directeur. J'avais insulté, tout ça. Et puis il s'était plaint à mes parents... alors, je l'ai attrapé. Des trucs. — Et tu as cherché du travail à partir de ce moment-là ? — Ouais. J'avais pas de C.A.P., j'avais rien. — Et tu en as trouvé ? — Non. — Alors qu'est-ce que vous faites ? — Rien... On s'balade. La semaine on cherche, le week-end on se balade. (Rires). — Ou est-ce que vous cherchez, dans les petites annonces ? — Ou, les bouquins, le Parisien, un peu tout. Dans le journal, on a des annonces. Dans les boutiques, on demande s'ils ont pas besoin de quelqu'un pour deux ou trois jours.

« Parti de rien comme un vrai sonard / Toutes les chances d'arriver nulle part... »

— Quel par exemple ? — Comme quoi ? Ben j'ai trouvé du boulot comme ça. — Tu veux une cigarette ? — Non, je fume pas. Il y avait un épicer qui avait besoin d'un livreur. J'ai été livré à Paris, tout ça.

— Sinon on met des prospectus dans les boîtes aux lettres, on coupe du bois on leur donne leur jardin, d'importe quel. Une dame qui a besoin qu'on lui repasse ses vêtements, hop ! on y va. 15 F de l'heure. — Quand vous vous présentez pour demander un travail, savez-vous qu'on vous demande si vous avez un diplôme ? — Ouais, c'est dur. — Alors, c'est assez difficile. — Vous avez une idée de ce que vous voulez faire ? — Non. N'importe quoi ! — Ça fait combien de temps que tu es revenu de l'armée ?

« ...Quand j'ai rien à me mettre sous la dent / Je grimpe dans un wagon-restaurant... »

— Un mois. C'est un peu court, hein ? C'est récent. — Mais avant de partir, quel métier tu faisais ? — Rien... Pétrole mécanicien. — Et vous avez arrêté l'école à quel âge à peu près ? — Bah... J'ai fait en tout, de puis que je suis ici, j'ai peut-être fait cinq ans d'école. — Cinq ans ? — (Rires). Ouais. — Tu es allé à la fin de l'école primaire ? — J'allais pas à l'école, c'est tout. Ça ne m'a jamais intéressé. J'avais pas d'amis, c'est tout. (Silence).

souvent des bals à la salle des fêtes... Mais c'est des prix, 25 balles, ou alors vous rentrez pas. Et même des fois quand vous avez l'argent, il vous laisse pas rentrer. — Pourquoi ? — Parce que vous êtes jeunes, c'est tout hein ! Fant pas chercher plus loin. — C'est même pas la peine d'essayer ! — Ça dépend aussi si vous connaissez quelqu'un... quelqu'un de la mairie, tout ça, qui est à l'initiative. On essaye de s'imposer. Un quart d'heure. Fant presque supplier pour rentrer. — Ouais, nous, on n'aime pas tellement supplier ! Vous vous voyez vous mettre à genoux pour rentrer au bal ! — Qu'est-ce qu'ils donnent comme raison en général pour ne pas vous laisser rentrer ? — Ben, l'argent. Ils disent rien. On alors : « Non, non, il y a rien » d'intéressant pour vous, c'est ça, une petite fête pour les anciens, des personnes du troisième âge, des trucs comme ça, put, ils retiennent la porte. — Et vous voyez d'autres jeunes rentrer pendant qu'on vous refuse ? — Ouais, c'est déjà arrivé, ça ! — Des fois à papa, ceux-là ils ont des cravates et tout !

— On les laisse rentrer ? — S'ils ont des chums, s'ils sont bien habillés, tout ça, ouais, on les laisse rentrer. — Il faut montrer le portefeuille avec pas mal de billets : vous laissez ça (il fait un geste comme avec un feu de carter) : ils vous laissent rentrer tout de suite. — C'est le mot de passe ! Nous, on a le portefeuille, mais on n'a pas ce qu'il faut à l'intérieur (Rires). — Et vous, comment vous vous habillez ? De manière spéciale ? — Normalement, quand on est en smoking, on est en smoking. Ben pas en smoking, on est habillé normalement, quel ! Parfois, avec un petit gilet, mais la veste qui va avec. Mais on rentre pas, ouais, non. — Il y a en tellement de bagarres ici, tellement de bagarres ! — Vous avez pas été à la foire d'Arles ? Là, il y a un mort. — Qu'est-ce qui s'est passé ? — Des bandes. Des bandes rivales, enfin elles sont des rivales, mais il suffit qu'il y ait une fête à Arles, bon, c'est la bande d'Arles qui a la priorité. Si jamais il y a une autre bande qui arrive : « Non, non, ici c'est

Le rock et Bijou

« Pour s'en sortir »

« C'EST central à cause de la gare, sinon il n'y a rien ». Les musiciens de Bijou habitent aux alentours de Juvigny. Ils y ont grandi sans en souffrir, sans en tirer un plaisir particulier non plus. « La banlieue, disaient, ce n'est vraiment rien du spécifique, c'est le vide, un lieu sans centre et sans cœur. T'es là, t'es là... » Ce sentiment d'être là comme ça, cette absence, ils l'ont vécu comme tous les autres et maintenant à la recherche d'un improbable imprévu dans les seuls endroits où l'on peut se retrouver : les cafés (avec les distractions, le billard, le flipper, les jeux vidéo), la M.J.C., rapidement supprimée par les autorités (« elle était devenue un lieu de rassemblement pour ceux qui avaient des idées plutôt anticonformistes, alors on l'a carrément interdite au spectacle. Le maire de Viry-Châtillon a beaucoup de caractère, il est à la tête d'une entreprise de construction, au revoir donc la M.J.C. ! »), la fête foraine, le cinéma, les boîtes où parfois il y a bagarre.

Les musiciens de Bijou n'ont jamais eu le cœur à se battre pas la « gymnastique », disaient-ils, contre les bandes ni contre le système. Ils ont toujours évolué en groupe restreint, cinq-six copains, les 40 tours, le lycée : « En banlieue, il y a ceux qui vont au lycée et ceux qui n'y vont pas, et encore ceux qui vont chercher les mecs qui sortent du lycée ». Ça ne sont pas les mêmes classes sociales.

Ils se sont rencontrés de cette façon. Palmer était au lycée et Jean-William allait le chercher à la sortie. Les deux étaient leur passion commune. Ils ont décidé de former un groupe. L'avantage de la banlieue, avec son côté pavillonnaire, c'est tout de même de pouvoir faire du bruit de rébellion. Quand ils ont commencé de jouer en public, à Juvigny, tous les musiciens de la région venaient. Ils se rassemblaient, ils voulaient jouer sur scène. Pour Bijou, quand on joue, c'est pour s'en sortir en général, pas spécifiquement de la banlieue, c'est pour échapper à une sorte de vie trépidante, le boulot, les relations familiales, le mariage, l'échec à une sorte de « petit destin ». S'ils n'ont jamais consciemment voulu sortir de Juvigny, ni « faire de la musique de banlieue », ils reconnaissent cependant que celle-ci est une école, pour le langage, la simplicité des mots, pour exprimer des idées.

Aujourd'hui Bijou enregistre, effectue des tournées, les musiciens ont échappé au « petit destin » auquel des milliers de jeunes rêvent d'échapper à leur tour en devant une star du rock ou du football. En attendant, ils prennent n'importe quel emploi pour sortir du chômage. S'ils ne vivent pas du rock, peut-être que le rock, malgré tout, aide à survivre. — A. W.

« Photographie Bijou, chez Photoparc ».

11^e SALON des ANTIQUAIRES
23 NOVEMBRE - 3 DÉCEMBRE 1979
pavillon spodex
PLACE DE LA **BASTILLE**
ts. les jrs. 10 h à 20 h
mardi et jeudi 10 h à 22 h

Galerie LA BAYE
1 rue de Méroville
75001 PARIS - 33-01-45-05

Sergio TELLES
8 novembre - 8 décembre 1979

Galerie Jacob
22 rue Jacob (9^e) - 01-43-04-04
BRIGITTE COURME
Paris 15 - 15 nov-15 déc.

ART MODERNE
75, Po. St-Benoît-VI, 330-01-70

Petits Formats de Grands Maîtres des XIX^e et XX^e siècles

22 novembre - 15 janvier

A LA GALERIE DU GRÉS
Sculptures et œuvres récentes de Céramiste
PIERRE ROULOT
qui du 16 nov au 24 décembre, 7 résumés des poteries dont la collection est une véritable œuvre d'art. 16 h à 19 h, 19 h à 21 h (sauf dimanche et lundi).
10 rue Cornuille, 75008 (M^o Odéon)

BERNHARD JENSEN - 27 AV. MATHISON
ISABEL DE SELVA
PEINTURES - DU 4 AU 15 DÉCEMBRE

LE NOUVEL ESSOR - 40, rue des Saints-Pères
ANDRÉ JACQUEMIN
GRAVURES RÉCENTES
Jusqu'au 23 décembre

Galerie Marcel BERNHEIM
21, rue La Boétie, PARIS (8^e) - 01-37-43

MARIA GUIDA
Jusqu'au 4 décembre

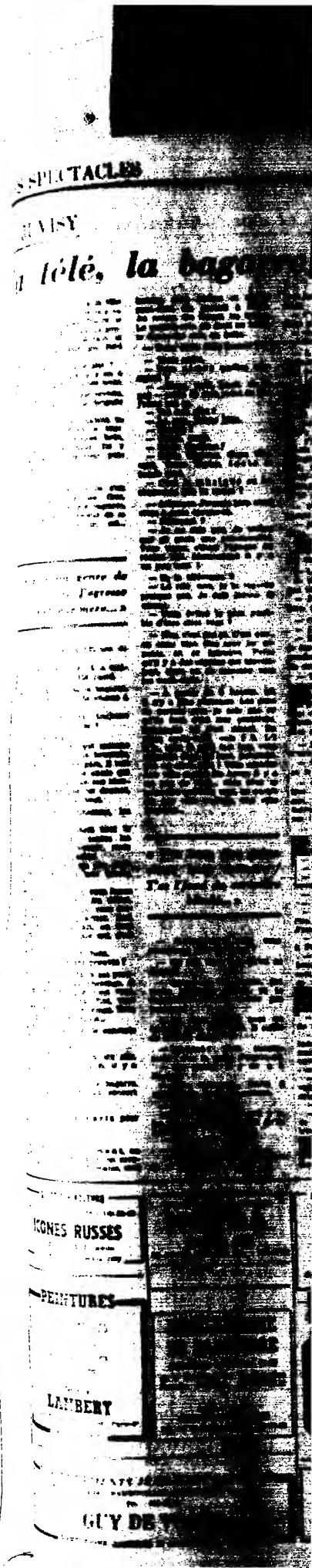
GALERIE DES ÉDITIONS DE L'ERMITAGE
FRIEDLAENDER
31, r. St-Benoît-VI (9^e) - 330-01-44
De mardi au samedi, de 10 à 19 h.
Jusqu'au 15 janvier.

MATHILDENHÖHE DARMSTADT
JEAN AMADO

galerie nichido
81, FAUBOURG SAINT-HONORE - PARIS 8^e - 266.62.66

K. MIGISHI
22 novembre - 22 décembre

wifredo Lam
ŒUVRES HISTORIQUES ET RÉCENTES
5 OCTOBRE - 15 DÉCEMBRE 1979
AIRCURAIL



la télé, la bagarre...

Pour tous renseignements concernant
l'ensemble des programmes ou des salles

- LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES -
704.70.20 (lignes groupées) et 727.42.34
(de 11 heures à 21 heures,
sauf les dimanches et jours fériés)

هكذا من الأهل



Être créateur, animateur...

La culture à portée de béton

Au prix d'une image comode et simpliste on pourrait les appeler les missionnaires — eux-mêmes se reconnaissent parfois un « langage de cure ». Implantés par conviction ou par hasard, attachés à la création d'une œuvre ou à une certaine idée de l'animation, ils n'ont en tout cas pas une tâche facile dans ces quartiers urbains, dans ces faubourgs de la banlieue. Autour d'eux, les « professionnels de l'action culturelle » ont pour la plupart trouvé leur place à deux pas de Paris, si loin du parcellisme.

Une place, mais laquelle ? Ont-ils répondu à des besoins profonds ou n'ont-ils fait que proposer des succès confirmés ailleurs ? Ont-ils contribué à l'éveil d'une certaine vie sociale ou ont-ils créé simplement de nouveaux ghettos « bon chic, bon genre » ? Être animateur, être créateur en banlieue, est-ce plus difficile encore qu'ailleurs ? Est-ce sans risque d'échec, de décection, de déconvenue ? Ils se posent justement ces questions.

« Ce que nous faisons, là où nous le faisons, mais c'est une mission impossible ! », disent-ils parfois.

« En banlieue, les besoins culturels de la population sont moins riches », dit Jean Blaise, qui dirige depuis quatre ans le Centre d'animation culturelle de Chelles (il est arrivé « en étranger » dans cette petite ville de quarante mille habitants en Seine-et-Marne), « Lorsque Carolyne Carlier passe au Centre culturel de Saint-Médard, on ne parle pendant deux ans : tout Bordeaux vient. Quand on la présente à Chelles, on ne parle que de la culture, on ne parle que de la culture, on ne parle que de la culture... »

« Les enseignants, qui sont assez nombreux, mais ce n'est pas un encouragement. Pourtant, c'est Clochemerle, Sautou-

ment Clochemerle en province, il s'est bien vu... »

Ils sont — quelques-uns, comme lui, de Saint-Denis à Yerres, de Cergy à Créteil, trop rares encore, avec des statuts différents et un rôle sans promesses presqu'illusoire : créer, diffuser, animer, conduire la culture à portée de béton. Ils n'ont ni les charmes de l'exotisme ni les faiblesses du prestige pour les aider dans leur aventure. Si certains ont réussi à rassembler un public — ce qui n'est pas négligeable — aucun n'est assuré de la pérennité financière de son institution laïque chaque année dans une course désespérée aux

subventions. Quelquefois, ils peuvent heureusement compter sur le soutien de leurs municipalités, qui, songeant au défi magistral de quelques pionniers, tel le Théâtre des Amateurs de Nanterre, poursuivent un effort dont le profit politique qu'elles pourraient en tirer n'est même pas envisageable. Seulement les élus, après leur avoir livré les mains d'un théâtre (ou quelquefois sa seule « parrainage »), après leur avoir promis les crédits nécessaires et, à l'occasion, donné des conseils de prudence, les élus donc attendent des « professionnels » qu'ils se débrouillent pour « alimenter l'éducation ».

« Un lien même modeste »

« Or, poursuit Jean Blaise, c'est là que se pose un premier problème. Si les banlieues ne proviennent pas de la vie culturelle parisienne — sauf peut-être les cadres, — ils n'ont pas non plus les cadres de leur commune de leur quartier, une richesse, une identité, comme on peut en trouver en province. Il faut, bien sûr, revenir à leur public local. Pail point pour celui qui dit : « C'est la présence d'un théâtre dans une ville pour que les gens sachent qu'il existe, même s'ils n'y vont pas ! »

Robert Jappeille qui passe avec maestria du théâtre des marionnettes au théâtre sans marionnettes, de la Maison qui brêle, de Bronberg à Embrassons-nous Folleville, de Lathèze, à qu'il quitte Avignon où il avait fondé sa compagnie pour répondre à l'invitation des animateurs du CAC de Cergy-Pontoise. Il s'est installé dans une ancienne scierie désaffectée qui, peu à peu, devient une Caracanthèque, de cette ville nouvelle du Val-d'Oise, Lail s'interroge

sur la façon de se tenir sur le plan de la forme et si ne peut pas trop considérer que le travail pour une population particulière. « Il constate cependant que, si ce qu'il fait concerne beaucoup le public existant, parisien (le parisien au sens intellectuel du terme), il lui semble aussi qu'il a toujours eu depuis le début un public local. Pail point pour celui qui dit : « C'est la présence d'un théâtre dans une ville pour que les gens sachent qu'il existe, même s'ils n'y vont pas ! »

Robert Jappeille qui passe avec maestria du théâtre des marionnettes au théâtre sans marionnettes, de la Maison qui brêle, de Bronberg à Embrassons-nous Folleville, de Lathèze, à qu'il quitte Avignon où il avait fondé sa compagnie pour répondre à l'invitation des animateurs du CAC de Cergy-Pontoise. Il s'est installé dans une ancienne scierie désaffectée qui, peu à peu, devient une Caracanthèque, de cette ville nouvelle du Val-d'Oise, Lail s'interroge

encore. « Je ne sais pas s'il m'est possible de poursuivre une démarche artistique un peu artistique, dit-il, ou sinon, comment faire pour s'insérer dans une réalité sociale qui, en fait, n'est pas la nôtre, me semble plus complexe ? »

Georges Bulson ne se pose plus la question. Directeur du Centre éducatif et culturel de Yerres, il a récemment mis en scène un spectacle intitulé la Foraine, qu'il a conçu à partir d'interviews collectives rassemblées dans les usines, les associations et les écoles de huit communes, sur le thème des expositions. « Je ne fais pas ce métier en priorité pour détruire les gens, explique Georges Bulson. Nous tentons de redonner une fonction sociale à l'art, et c'est à l'animation de poser cette problématique. C'est certainement un travail de grignotage et de longue haleine. Mais constituer un public sur des sites d'effluents n'est ni compliqué ni important. »

Châtiant leur particularisme, quelques-uns avec un brin de complaisance, les animateurs culturels éparpillés aux quatre coins de la banlieue s'accrochent tout de même sur un ou deux points. Là où des efforts sont consentis, que peut être la persuasion du monde cinématographique, surtout lorsqu'il s'agit de choisir des spectacles. Quel qu'en soient les risques (notamment être accusés de ne pas être « démocratiques »), ils doivent résister.

Alors, dans ses contrées particulières où ceux qui couronnent l'événement culturel ne s'aventurent qu'accidentellement, la maturité d'un animateur se reconnaît peut-être à ce qu'il sait fixer les limites de son action. Non pas en se réfugiant



Photos Guy Le Querrec-Magnum « La vie contemporaine dans la banlieue parisienne ». Enquête réalisée par des photographes pour le Centre Beaubourg (montage « diapos » disponible à la Bibliothèque publique d'information).

frileusement dans son théâtre (même en partie nécessaire), mais en intervenant aussi ailleurs, dans les écoles, dans les quartiers. Car, « si le pouvoir de créer, c'est aussi de créer une dynamique culturelle » (pour reprendre une expression de Jean Blaise, bien vite remise de ses déclarations d'impulsions), dans la banlieue, où nul ne songe à demeurer toujours, tout est à faire et à recommencer.

ST. B.

FRANÇOIS PÉRIER
COUP DE CHAPEAU
THÉÂTRE DE LA MICHODIÈRE
4 bis, rue de la Michodière (M^e Opéra)
742.95.22
LOCATION THÉÂTRE et AGENCES

FRANCE ELYSEES. MARIGNAN PATHE. GAUMONT RICHELIEU
MADELINE. WELPER PATHE. MONTPARNASSE 83. QUINQUET
GAUMONT LES HALLES. FAUVETTE. LES NATIONS
CAMBROUË. PATHE VICTOR HUGO
GAUMONT ELY. PATHE CHAMPIGNY. BELLE ÉPINE THIAS
TRICYCLE ASSNIÈRES. ALPHA ARGENTEUIL. STUDIO PARY 2
AVIATIC LE BOURGET. FLANADES SARCÈLLES. LES 3 VINCENNES
ARIEL RUEIL. ULIS 2 ORSAT

SERCE L'ASIN
PRÉSENTE UN FILM DE
DAVID HAMILTON
LAURA
LES OMBRES DE L'ÉTÉ

merveilleusement
érotique...

BALZAC ELYSEES - VENDÔME
JEAN RENOIR
" Sans doute l'érotisme se dépasse-t-il ici par sa mesure même. "
JACQUES SICIER - LE MONDE
LA BÊTE
Film de WALERIAN BOROWCZYK
INFATIGABLE SUCCÈS : 18^e SEMAINE

UGC NORMANDIE • UGC ERMITAGE • GAMES • UGC OPERA • MAXEVILLE • UGC DANTON • MIRAMAR • RÔTUNDE • MISTRAL • NAPOLEON
UGC GODELINS • MARC CONVENTION • 3 SEGRETA • UGC GARE DE LYON • LES IMAGES • PARAMOUNT BALAXIE • 3 MURAT

LA GUERRE DES POLICES
Film distrayant, bien interprété. FRANCE-SOIR
Un film mené tambour battant, parfaitement ficelé et joué sans aucune bavure. LE MATIN
Robin Davis a du punch. Il sait alterner les séquences d'action et les scènes intimistes d'humour. NOUVEL OBSERVATEUR
Voilà comment on fait un excellent film français bien palpitant, plein de trouvailles. L'AUBRE
ROBIN DAVIS prouve ici un talent certain pour le cinéma d'action, qualité suffisamment rare dans notre cinéma pour qu'elle soit appréciée à sa juste valeur. L'EXPRESS
Un film qui ne fait pas honneur à la police, mais au cinéma français. LA CROIX
Le succès que va remporter la Guerre des Polices sera mérité. LE MONDE
INTERDIT AUX MOINS DE 13 ANS

GAUMONT COLISEE • ELYSEES LINCOLN • QUANTIER LATON • QUINQUET
LES PARNASSIENS • 14 JUILLET BASTILLE • 14 JUILLET NAUVERVILLE •
MONTPARNASSE PATHE • FAUVETTE • GARNOT 800 • LES NATIONS •
GAUMONT REZITE • CLARY PATHE • GAUMONT LES HALLES •

UN FILM DE LUIGI COMENCINI
LE GRAND EMBOUTEILLAGE
ALBERTO SORDI • ANNE GIRARDOT
FERNANDO REY • PATRICK DESVAERE
ANGELA MOLINA • HARRY BAER
MARCELLO MASTROIANI
STEFANO BENEDETTI
UGO TOGNAZZI
MOU MOU
GERARD DEPARDEU
PARLY 2 • ARSÈNES Tripioli • THIAIS Belle Epine Pathe • EVELY Gaumont •
KAMPELLEY National Pénit • RUEIL Jolie • DECHER Tripioli •
LE BOURGET Aviatice • AULNAY Pathe • ARGENTEUIL •

PARLY 2 • CARREFOUR PARTIN • ARTEL ROBIN • ARTEL NOBRY • ARTEL CRETEIL • ARGENTEUIL • FRANCAIS ELYSEES
PARAMOUNT LA VARENNE • PIERRE CHENET • PIERRE CHENET • PIERRE CHENET • PIERRE CHENET • PIERRE CHENET
ULIS 2 ORSAT • CLUB LES MOREAUX • UGC POISSY • 4 PÉRAY STE-GENEVIEVE-DES-BOIS • PARAMOUNT ORLY

دکتران الاصل

Alpha-Fnac et les Nouvelles littéraires présentent

Le Festival international du film étouffé

«IL Y A DES FILMS qui existent et que personne ne verra jamais. Des gens se sont ruinés à la tâche pour les réaliser. Nos civilisations s'affinent : il n'est presque plus besoin d'interdire, il suffit d'étouffer.

Nés dans le monde entier, trop vite étiquetés (films politiques, d'avant-garde, d'essai, parallèles, etc.) à cause du fond ou de la forme ou des deux, le verdict est tombé, secret, irrévocable : mortels !

Qui se permet de décider que vous ne devez pas les voir ? Et au nom de quoi ?

Jean-Pierre CHABROL

C'EST À PARTIR de cette constatation et de cette révolte que l'Association pour l'Art et le Cinéma organisait cette année, à Alès, le 1^{er} Festival international du film étouffé.

Mais une semaine c'est peu. Et l'idée valait d'être soutenue et prolongée.

Alpha-Fnac et les Nouvelles littéraires ont donc voulu donner une seconde audience et une seconde chance aux meilleurs des films présentés à Alès.

En demandant par ailleurs au public de la Fnac de participer à la sélection des films qui, toujours à Alès, seront présentés au second Festival international du film étouffé.

Pendant deux semaines, 14 films du premier Festival seront donc projetés à l'auditorium de Fnac-Montparnasse. Complétés par 7 débats auxquels participeront cinéastes, écrivains et journalistes.

Deux jours ensuite étant consacrés à des films inédits*. Avec sélection des meilleurs, faite par le public.

* Pour ces films, les réalisateurs peuvent s'inscrire en contactant Emilian Jobineau, Max Chabrol - La Gardie, 30340 Rousson, Tél. (66) 83.70.99.

Films présentés au Festival

	12 h	14 h 15	16 h 30
Mardi 4 décembre	Patriot Game - Eire de Arthur Mac Caig 1	Le troisième cri de Igaal Niddam 2	Eclipse sur un ancien chemin vers Compostelle de Bernard Férié 3
Mercredi 5 décembre	Couleur de la grenade de Serge Paradjanov 4	Couleur de la grenade de Serge Paradjanov 4	Couleur de la grenade de Serge Paradjanov 4
Judi 6 décembre	Le troisième cri de Igaal Niddam 2	Paul de Durka Medvetski 5	La danse avec l'aveugle de Alain d'Aix et Morgan Maliberté 6
Vendredi 7 décembre	Sally là où, là quand, là comment de Pascal Deligné 7	Sally là où, là quand, là comment de Pascal Deligné 7	La belle vie de Robert Enrico 8
Samedi 8 décembre	La ville bidon de Jacques Baratié 9	Paul de Durka Medvetski 5	La ville bidon de Jacques Baratié 9
Mardi 11 décembre	A l'est du Rio Concho de Gilbert Roussel 10	De la plaine à la montagne de Noëlle Vincensini 11	A l'est du Rio Concho de Gilbert Roussel 10
Mercredi 12 décembre	Andros de Claude Maurin L'opium du peuple de Claude et Michel Marre Danger radio passif de Jean Clamour 12	La belle vie de Robert Enrico 8	Andros de Claude Maurin L'opium du peuple de Claude et Michel Marre Danger radio passif de Jean Clamour 12
Judi 13 décembre	Patriot Game - Eire de Arthur Mac Caig 1	De la plaine à la montagne de Noëlle Vincensini 11	Patriot Game - Eire de Arthur Mac Caig 1
Vendredi 14 décembre	Projection de 8 films, non encore déterminés. Parmi lesquels le public désignera ceux qui (venant compléter la sélection officielle du jury d'Alès) seront présentés, en 1980, au second Festival international du film étouffé.		
Samedi 15 décembre			

1. Patriot Game - Eire. Dix ans de conflit sont dénoncés comme une guerre de classes. L'armée anglaise protège là les restes de l'Empire.
2. Le troisième cri. Prévu pour 20 000 personnes, l'abri anti-atomique d'Onex (près de Genève) devient une prison pour 10 employés du service d'entretien, au moment de l'Alerte.
3. Eclipse sur un ancien chemin vers Compostelle. La recherche d'un passé qui aspire à lui les personnages présents. A partir d'une légende du x^e siècle évoquant la disparition de deux jeunes filles nobles sur le chemin de Compostelle.
4. Couleur de la grenade. Une œuvre difficile, hermétique, statique. Mais par l'auteur des inoubliables « Chevaux de feu ».

5. Paul (avec Jean-Pierre Lélud et Bernadette Lafont). Humoristique, satirique, esthétique. Mais à voir surtout sans en rester à un premier niveau de lecture.
6. La danse avec l'aveugle. Un film de politique-vérité sur la Guinée (« Si tu danses avec un aveugle, piétine-le pour qu'il sache qu'il n'est pas seul » : Sékou Touré).
7. Sally là où, là quand, là comment (avec Julia Lenoir). Un film sur l'aventure du cinéma. Captivant, mais en marge de tous les genres traditionnels.
8. La belle vie (avec Frédéric de Pasquale). Après 27 mois de service en Algérie, Simon découvre le Paris du racisme. Et aussi qu'il a presque, « là-bas », laissé son identité.
9. La ville bidon (avec Bernadette

Lafont). Une ville nouvelle, préparée comme une cité où la vie entière de l'individu sera organisée « de la maternité à la maison de retraite ».
10. A l'est du Rio Concho (avec Patrick Préjean). Le rêve d'un grand amour dans un western de banlieue. L'imagination qui fait des pieds de nez à tous ceux qui se prennent au sérieux.
11. De la plaine à la montagne. Que veulent en fait les « patriotes » corses ? Ne pas voir mourir une civilisation profondément originale.
12. Andros. Vingt minutes surréalistes et phalliques... L'opium du peuple. Un film sur l'Eglise en Espagne... Danger radio passif. L'attention entraînée par une trop grande consommation de radio et de télévision.

et les rencontres

Le réalisateur face à ses acheteurs : cinéma et télévision

A partir du film de Bernard Férié : « Eclipse sur un ancien chemin vers Compostelle ».

...avec Bernard Férié ; et aussi Jacques Baratié (réalisateur de « La ville bidon »), Jean-Pierre Chabrol (« Il n'y a pas de mort », édité chez Grasset), André-Marc Deloche-Forcaud (administrateur civil, rapporteur de la concurrence pour le cinéma) et un responsable d'une société de distribution.

Présentation par Olivier Barrot (journaliste ; « L'écran français »).

Mardi 4 décembre, à 18 h 30

Le fait armenien : où en sont aujourd'hui Paradjanov et les autres cinéastes soviétiques ?

A partir du film de Paradjanov : « Couleur de la grenade ».

...avec un représentant du Comité de défense de la cause arménienne, Michel Ciment (critique de cinéma ; « Le livre de Luce »), aux éditions Stock, Emile Berton (La nouvelle critique), Catherine Clément (Le Matin), Georges Médardourian (« Exilés de la paix », aux éditions Entente), Yves Ternon (« Les Arméniens : histoire d'un génocide », édité au Seuil).

Présentation par Michel Boujut (journaliste aux Nouvelles littéraires).

Mercredi 5 décembre, à 18 h 30

La Guinée de Sékou Touré : de l'autoritarisme à la répression

A partir du film d'Alain d'Aix et Morgan Maliberté : « La danse avec l'aveugle ».

...avec Alain d'Aix ; et aussi Mongo Beti (écrivain et directeur de la revue « Peuples noirs, peuples africains »), Paul Bernerel (réducteur en chef de « Demain l'Afrique »).

Présentation par Jean-François Kahn (essayiste et rédacteur en chef des Nouvelles littéraires).

Judi 6 décembre, à 18 h 30

Guerre d'Algérie : les silences du cinéma français

A partir du film de Robert Enrico : « La belle vie ».

Comité de parrainage du Festival international du film étouffé : Roger Roucaute (Maire d'Alès), Gisèle Halimi, Marcel Carné, Henri-François Rey, Alain Robbe-Grillet, Claude Maurin, Simone Signoret, François Béranger, Gilles Bélier, Michel Buhler, Jean-Pierre Chabrol, Bertrand Tavernier, Luc Béraud, Jean Carrière, Maxime Leforestier.

...avec Robert Enrico ; et aussi Pascal Deligné (réalisateur de « Sally là où, là quand, là comment »), Monclaud Mimoun (critique de cinéma algérien), René Vauthier (réalisateur de « Avoir 20 ans dans les Aurès »).

Présentation par Michel Boujut (journaliste aux Nouvelles littéraires).

Vendredi 7 décembre, à 18 h 30

Le cinéma contre un urbanisme sauvage

A partir du film de Jacques Baratié : « La ville bidon ».

...avec Jacques Baratié ; et aussi Jean Davignaud (« La Planète des Jeunes », aux éditions Stock), Patrick Gires (prêtre dans la rue), Bernadette Lafont (comédienne), Jean Schmidt (réalisateur de « Les anges déchus de la planète S-Michel »).

Présentation par Jean-François Dhuyss (journaliste aux Nouvelles littéraires).

Samedi 8 décembre, à 18 h 30

Que se passe-t-il vraiment en Corse ?

A partir du film de Noëlle Vincensini : « De la plaine à la montagne ».

...avec Noëlle Vincensini ; et aussi Lucien Feil (avocat à la cour de Paris), Pierre Jacomi (député Rpr pour la Corse), Stéphane Muracciole (« Corse la poudrière », aux éditions Alain Moreau).

Présentation par Luc Bernard (journaliste aux Nouvelles littéraires).

Mardi 11 décembre, à 18 h 30

Le cinéma occitan : existence d'un cinéma autre que parisien

A partir du film de Claude et Michel Marre : « L'opium du peuple ».

...avec Claude et Michel Marre ; et aussi Claude Maurin (réalisateur de « Andros »), Jacques Poi-reneau (« Perspective du cinéma français »), Gilbert Roussel (réalisateur de « A l'est du Rio Concho »).

Présentation par André Laude (poète et romancier, journaliste aux Nouvelles littéraires).

Mercredi 12 décembre, à 18 h 30

A l'auditorium de Fnac-Montparnasse (et pour sa réouverture)

136, rue de Rennes, Paris 6^e (parking au 153 bis). Du mardi au samedi, de 10 h à 20 h. Nocturne le mercredi jusqu'à 21 h 30

مكتبة الأمل

JUSTICE

POUR « INSOUMISSION EN TEMPS DE PAIX »

M. Jean Fabre a été condamné à six mois de prison dont cinq avec sursis

Un homme jugé après douze heures de débats entre midi et 1 heure du matin est-il un homme bien jugé ? Un commissaire de police et ses hommes qui barrent l'accès de la rue où siège un tribunal sont-ils plus qualifiés pour assurer une réelle publicité des débats ? Une même autorité judiciaire qui nomme les magistrats et inspire l'action publique est-elle à même, sage et précise, d'assurer une bonne justice ? Ces questions posées par les défenseurs de M. Jean Fabre, de nationalité française, président du parti radical italien, jugé le mardi 27 novembre pour « insoumission en temps de paix », n'ont pas empêché le tribunal permanent des forces armées (T.P.F.A.) de Paris de se reconnaître compétent et de le condamner à six mois de prison, dont cinq

avec sursis. La peine maximum encourue était un an de prison. Ce procès fut pour M. Fabre l'occasion, comme il l'avait souhaité depuis longtemps, d'exposer avec vigueur ses idées sur la non-violence, le désarmement et la paix et son refus de tout service, quel qu'il soit, dans un État. Arrêté le 18 octobre dernier, M. Fabre devait être libéré de mercredi 28 novembre et conduit, conformément à la loi, à l'autorité militaire pour accomplir son service national. Après un nouveau refus d'endosser l'uniforme, le président du parti radical italien sera-t-il à nouveau jugé, et, cette fois-ci, légalement, pour refus d'obéissance ? On l'aurait dit, pour le moins, que le tribunal permanent des forces armées de Paris se reconnaît compétent et de le condamner à six mois de prison, dont cinq

avec sursis. La peine maximum encourue était un an de prison. Ce procès fut pour M. Fabre l'occasion, comme il l'avait souhaité depuis longtemps, d'exposer avec vigueur ses idées sur la non-violence, le désarmement et la paix et son refus de tout service, quel qu'il soit, dans un État. Arrêté le 18 octobre dernier, M. Fabre devait être libéré de mercredi 28 novembre et conduit, conformément à la loi, à l'autorité militaire pour accomplir son service national. Après un nouveau refus d'endosser l'uniforme, le président du parti radical italien sera-t-il à nouveau jugé, et, cette fois-ci, légalement, pour refus d'obéissance ? On l'aurait dit, pour le moins, que le tribunal permanent des forces armées de Paris se reconnaît compétent et de le condamner à six mois de prison, dont cinq

avec sursis. La peine maximum encourue était un an de prison. Ce procès fut pour M. Fabre l'occasion, comme il l'avait souhaité depuis longtemps, d'exposer avec vigueur ses idées sur la non-violence, le désarmement et la paix et son refus de tout service, quel qu'il soit, dans un État. Arrêté le 18 octobre dernier, M. Fabre devait être libéré de mercredi 28 novembre et conduit, conformément à la loi, à l'autorité militaire pour accomplir son service national. Après un nouveau refus d'endosser l'uniforme, le président du parti radical italien sera-t-il à nouveau jugé, et, cette fois-ci, légalement, pour refus d'obéissance ? On l'aurait dit, pour le moins, que le tribunal permanent des forces armées de Paris se reconnaît compétent et de le condamner à six mois de prison, dont cinq

avec sursis. La peine maximum encourue était un an de prison. Ce procès fut pour M. Fabre l'occasion, comme il l'avait souhaité depuis longtemps, d'exposer avec vigueur ses idées sur la non-violence, le désarmement et la paix et son refus de tout service, quel qu'il soit, dans un État. Arrêté le 18 octobre dernier, M. Fabre devait être libéré de mercredi 28 novembre et conduit, conformément à la loi, à l'autorité militaire pour accomplir son service national. Après un nouveau refus d'endosser l'uniforme, le président du parti radical italien sera-t-il à nouveau jugé, et, cette fois-ci, légalement, pour refus d'obéissance ? On l'aurait dit, pour le moins, que le tribunal permanent des forces armées de Paris se reconnaît compétent et de le condamner à six mois de prison, dont cinq

avec sursis. La peine maximum encourue était un an de prison. Ce procès fut pour M. Fabre l'occasion, comme il l'avait souhaité depuis longtemps, d'exposer avec vigueur ses idées sur la non-violence, le désarmement et la paix et son refus de tout service, quel qu'il soit, dans un État. Arrêté le 18 octobre dernier, M. Fabre devait être libéré de mercredi 28 novembre et conduit, conformément à la loi, à l'autorité militaire pour accomplir son service national. Après un nouveau refus d'endosser l'uniforme, le président du parti radical italien sera-t-il à nouveau jugé, et, cette fois-ci, légalement, pour refus d'obéissance ? On l'aurait dit, pour le moins, que le tribunal permanent des forces armées de Paris se reconnaît compétent et de le condamner à six mois de prison, dont cinq

avec sursis. La peine maximum encourue était un an de prison. Ce procès fut pour M. Fabre l'occasion, comme il l'avait souhaité depuis longtemps, d'exposer avec vigueur ses idées sur la non-violence, le désarmement et la paix et son refus de tout service, quel qu'il soit, dans un État. Arrêté le 18 octobre dernier, M. Fabre devait être libéré de mercredi 28 novembre et conduit, conformément à la loi, à l'autorité militaire pour accomplir son service national. Après un nouveau refus d'endosser l'uniforme, le président du parti radical italien sera-t-il à nouveau jugé, et, cette fois-ci, légalement, pour refus d'obéissance ? On l'aurait dit, pour le moins, que le tribunal permanent des forces armées de Paris se reconnaît compétent et de le condamner à six mois de prison, dont cinq

avec sursis. La peine maximum encourue était un an de prison. Ce procès fut pour M. Fabre l'occasion, comme il l'avait souhaité depuis longtemps, d'exposer avec vigueur ses idées sur la non-violence, le désarmement et la paix et son refus de tout service, quel qu'il soit, dans un État. Arrêté le 18 octobre dernier, M. Fabre devait être libéré de mercredi 28 novembre et conduit, conformément à la loi, à l'autorité militaire pour accomplir son service national. Après un nouveau refus d'endosser l'uniforme, le président du parti radical italien sera-t-il à nouveau jugé, et, cette fois-ci, légalement, pour refus d'obéissance ? On l'aurait dit, pour le moins, que le tribunal permanent des forces armées de Paris se reconnaît compétent et de le condamner à six mois de prison, dont cinq

avec sursis. La peine maximum encourue était un an de prison. Ce procès fut pour M. Fabre l'occasion, comme il l'avait souhaité depuis longtemps, d'exposer avec vigueur ses idées sur la non-violence, le désarmement et la paix et son refus de tout service, quel qu'il soit, dans un État. Arrêté le 18 octobre dernier, M. Fabre devait être libéré de mercredi 28 novembre et conduit, conformément à la loi, à l'autorité militaire pour accomplir son service national. Après un nouveau refus d'endosser l'uniforme, le président du parti radical italien sera-t-il à nouveau jugé, et, cette fois-ci, légalement, pour refus d'obéissance ? On l'aurait dit, pour le moins, que le tribunal permanent des forces armées de Paris se reconnaît compétent et de le condamner à six mois de prison, dont cinq

avec sursis. La peine maximum encourue était un an de prison. Ce procès fut pour M. Fabre l'occasion, comme il l'avait souhaité depuis longtemps, d'exposer avec vigueur ses idées sur la non-violence, le désarmement et la paix et son refus de tout service, quel qu'il soit, dans un État. Arrêté le 18 octobre dernier, M. Fabre devait être libéré de mercredi 28 novembre et conduit, conformément à la loi, à l'autorité militaire pour accomplir son service national. Après un nouveau refus d'endosser l'uniforme, le président du parti radical italien sera-t-il à nouveau jugé, et, cette fois-ci, légalement, pour refus d'obéissance ? On l'aurait dit, pour le moins, que le tribunal permanent des forces armées de Paris se reconnaît compétent et de le condamner à six mois de prison, dont cinq

M. Thyraud est élu président de la commission nationale de l'informatique et des libertés

M. Jacques Thyraud, sénateur (R.I.) du Loiret-Cher, a été élu, mardi 27 novembre, par onze voix contre six à M. Bernard Tricot, conseiller d'Etat, président de la commission nationale de l'informatique et des libertés (nos dernières éditions). M. Thyraud succède à M. Pierre Bellet, premier président de la Cour de cassation, qui avait demandé, au mois d'août, à être déchargé de ses fonctions. M. Alain Simon, conseiller à la Cour de cas-

salion, ancien directeur du cabinet de M. Jean Lacouture, garde des sceaux, remplace M. Thyraud comme vice-président délégué. Son élection a été acquiescée par neuf voix contre huit à M. Henri Maleprade, conseiller-maire à la Cour des comptes. Le vice-président de la commission est M. Raymond Peral, député (P.S.) du territoire de Belfort, élu à ce poste en décembre 1978.

Le combat d'un libéral

Si des parlementaires occupent aujourd'hui deux des trois sièges du bureau de la commission, on le doit au combat courageux de M. Thyraud lors de la discussion en 1977 du projet de loi sur l'informatique et les libertés mais aussi à son concurrent malheureux, M. Tricot qui, dès juin 1976, préconisait la présence de députés et de sénateurs au sein de cette commission. Plus qu'une défaite de M. Tricot, dont le rapport sur l'informatique et les libertés est à l'origine de cette loi, le vote de mardi est un revers pour le Conseil d'Etat et pour le garde des sceaux qui s'était opposé à cette présence, préférant ne voir siéger à la commission que des hautes magistratures, des membres des grands corps de l'Etat et des personnes qualifiées nommées par le gouvernement.

Le choix d'un nouveau président n'était pas facile. La commission a élu un homme de contact, attentif aux préoccupations du public et peut-être plus enclin à bousculer les habitudes — celle de l'administration en particulier — que ne l'aurait été un grand commis de l'Etat. La nouvelle commission et le nouveau président doivent veiller à ce que la multiplication des fichiers infor-

mationnels ne mette pas en péril les libertés individuelles ; à ce que nous ne devenions pas la proie du grand ordinateur. Une tâche urgente et de longue haleine.

Nul autre qu'un avocat ne pouvait mieux remplir ce rôle. Plus d'avocat, avait lui-même jusqu'à la réforme de 1971, M. Thyraud, en raison de ses mandats de maire de Montmorillon et au Sénat où il siège depuis 1974, n'a guère l'occasion de fréquenter le barreau de Blois. Car, en quatre ans de mandat, ce quinquagénaire alerte et efficace (il est né le 18 juin 1938), membre de la commission des lois et rapporteur du budget de la justice, a mis les bouchées doubles.

Des pénalités pour les tricheurs

Outre la loi sur l'informatique et les libertés qu'il a contribué à élaborer dans un sens libéral, il a été rapporteur de deux autres projets, le premier sur la « levée d'usure administrative », le second sur la motivation des actes administratifs. Deux textes qui, si les Français s'en emparent, doivent permettre de désigner le bureaucrate derrière lequel se dissimule l'arbitraire. L'administration (le Monde du 26 avril).

Le combat de M. Thyraud continue aujourd'hui sur le terrain. Il s'agit de donner vie à la commission — elle l'a quitté en d'existence — et de faire en sorte que la loi du 8 janvier 1978 sur

l'informatique et les libertés soit appliquée. Le jour de l'élection du nouveau président, la commission entendait le directeur général des impôts, afin d'obtenir des éclaircissements sur un projet d'informatisation du fichier central des comptes bancaires. Ce projet, qui a pour but de lutter contre la fraude fiscale, n'est pas critiquable en soi. Mais il renforce la centralisation, donc le pouvoir de l'administration sur les citoyens, comme la centralisation, elle aussi, des fichiers de casiers judiciaires. On imagine les conséquences qu'entraîneraient sur les libertés individuelles les informations, c'est-à-dire le rapprochement des quel-

ques cent vingt mille fichiers existant aujourd'hui en France.

Le rôle de la commission est de procéder, comme elle le fait soigneusement, au recensement des fichiers publics et privés déjà existants afin de permettre aux citoyens de les connaître et le cas échéant, d'obtenir leur rectification. Il est aussi d'empêcher les interférences.

M. Thyraud sait que les spécialistes doutent de la possibilité de décider ces interférences. Mais ce libéral veut qu'un sache qu'il peut faire preuve de fermeté. « Si certains comptent lever la loi, je ne serai pas de ceux qui leur laisseront le champ libre », dit-il. M. Thyraud espère sortir vainqueur. L'enjeu est de taille.

BEKTRAND LE GENDRE.

Sans loisirs, la vie serait insipide.



Nous participons à lui donner du sel.

Le VSD a gagné la Transat 1979. Les fibres synthétiques Bayer étaient présentes à bord. Marins de plaisance et marins-

pêcheurs nous ont choisi comme partenaires pour les qualités à toute épreuve des filets, mouillages, assiettes réalisés à base de nos matières. Merci à tous ceux qui, comme Henri Lancelotti, cordier à Ernée et fournisseur du VSD, nous

font confiance. L'activité mondiale de Bayer s'étend à de nombreux autres domaines tels que colorants, plastiques techniques, fibres textiles, produits pharmaceutiques et phytosanitaires... Ensemble, participons.

Bayer

Bayer France, 49-51, quai National, 92306 Puteaux Cedex.

JUSTICE

L'AFFAIRE SAINT-AUBIN

L'épilogue d'un « accident de la route »

Le procès de la mort de Saint-Aubin, qui a eu lieu hier à Paris, a été l'occasion pour le tribunal de faire un point sur la situation de la justice en France. Le président du tribunal, M. Jean-Louis Baudouin, a souligné les difficultés de la justice et a appelé à une réforme de la justice.

ENTRE VUE

Histoire de feu (II)

CHARLES LEBLANC

Le roman de Charles Leblanc, « Histoire de feu », est un roman policier qui se déroule dans une ville fictive. Le héros du roman, le détective Charles Leblanc, est un homme d'âge mûr, intelligent et courageux. Il est accompagné de son fidèle chien, le chien de la justice.

PHARMACIE

RHUME ?

1 gélule par 12 heures

Le médicament Rhume ? est un médicament efficace pour traiter le rhume, la grippe et les infections des voies respiratoires. Il agit rapidement et sans effets secondaires.

ATTENTATS

LES ATTENTATS

Le livre « Les attentats » de M. Thyraud est un ouvrage qui traite de la sécurité et de la défense. Il est écrit par un expert en la matière et est très intéressant pour tous ceux qui s'intéressent à la sécurité nationale.

ATTENTATS

LES ATTENTATS

Le livre « Les attentats » de M. Thyraud est un ouvrage qui traite de la sécurité et de la défense. Il est écrit par un expert en la matière et est très intéressant pour tous ceux qui s'intéressent à la sécurité nationale.

JEUNESSE

Le vingtième anniversaire de la Fondation de la Vocation

Chaque année une bourse à un jeune, pour l'aider

La vocation d'aider les autres a accompagné la vie de Marcel Bleustein-Blanchet un jour de 1949, dans la cellule d'une prison espagnole qu'il partageait avec des centaines d'autres Français. Un projet encore vague est né en lui. Je me suis dit que si l'on réfléchissait, et que si l'on était donné un jour de retrouver tout ce que l'on avait perdu, il faudrait que, d'une façon ou d'une autre, le monde publiquement se reconnaisse pour tout de bien-être.

Mais c'est seulement quinze années plus tard, en 1968 — l'année même où était créé le département des Champs-Élysées — que l'idée va prendre forme : « Donner chaque année une bourse — une seule — à un jeune pour l'aider à réaliser sa vocation. » La Fondation de la vocation était née. Elle fête cette année son vingtième anniversaire, et Anne-Marie Rainmond nous conte son histoire au travers de celles de vingt-deux des quelques cinquante boursiers qui ont bénéficié de son aide à ce moment du vie où le fol et l'enthousiasme ne suffisent pas tout à fait.

« Fais ce qu'il te plaît... » Michel Siffre a onze ans. Nous sommes en 1949. Avec un copain, Novakovich, il explore le canyon découvert au fond d'un parc, derrière le lycée. Au moment où il va extraire du point de son coussin, un fossile minuscule dans l'argile, l'enfant sait « qu'il conservera son existence sur cette terre, sa vieillesse, à tout ce qu'il se cache dans la vocation de la terre... ». On connaît le succès, la coupe du jour, la Fondation de la vocation, en candidature égrée, ses premières années à Ceylan, devenu depuis Br-Lanka, et sa folle aventure du record de durée, deux mois, seul, à 110 mètres

M. Marcel Bleustein-Blanchet sera jeudi 29 novembre, l'invité de Jacques Chancel ou « Grand Edouard » sur Antenne 2. La Fondation de la vocation fête, le 5 décembre, son vingtième anniversaire.

HONDA
Moto Honda
500cc-8CV
Tritouvent
électrique
39.500F
JAPAUTO
Département exclusif - 27, av. de la Grande Arrière - Tél. : 508.34.21

Christoffe
12, rue Royale Paris
31, boulevard des Italiens - 95, rue de Passy
Centre Commercial de Paris II.

Le couvert Chinois : une certaine façon de vivre

ne vous laissez pas grossir...

Ce n'est pas si facile de maigrir. Alors, ne vous laissez pas grossir. Prenez de l'exercice, ne serai-ce qu'en marchant. A table, refusez le deuxième passage des plats et buvez Contrex. Boire Contrex, c'est boire utile, utile pour stimuler l'élimination. Pour éviter d'avoir un jour à mener un combat plus difficile, faites confiance à Contrex.

CARNET

Le professeur Pierre Roger Arnould

Clair et Jacques Bouché, Pierre et Marie et Suzanne Bouché, Michèle Joubert, André et Claire Joubert, ont tous deux fait partie du décès de Madame le docteur Marie-Joséphine ARNOULD, survenue à Paris, le 25 novembre 1979, à l'âge de soixante-trois ans.

Madame le docteur Marie-Joséphine ARNOULD, survenue à Paris, le 25 novembre 1979, à l'âge de soixante-trois ans, a été inhumée le 27 novembre, au cimetière du Montparnasse.

15, avenue du Général-Ledoux, 75014 Paris, 15, avenue du Général-Ledoux, 75014 Paris, 15, avenue du Général-Ledoux, 75014 Paris, 15, avenue du Général-Ledoux, 75014 Paris.

M. et Mme Xavier Bessière, docteur et Mme Michel Bessière, ont tous deux fait partie du décès de Madame le docteur Marie-Joséphine ARNOULD, survenue à Paris, le 25 novembre 1979, à l'âge de soixante-trois ans.

M. et Mme Xavier Bessière, docteur et Mme Michel Bessière, ont tous deux fait partie du décès de Madame le docteur Marie-Joséphine ARNOULD, survenue à Paris, le 25 novembre 1979, à l'âge de soixante-trois ans.

M. et Mme Xavier Bessière, docteur et Mme Michel Bessière, ont tous deux fait partie du décès de Madame le docteur Marie-Joséphine ARNOULD, survenue à Paris, le 25 novembre 1979, à l'âge de soixante-trois ans.

M. et Mme Xavier Bessière, docteur et Mme Michel Bessière, ont tous deux fait partie du décès de Madame le docteur Marie-Joséphine ARNOULD, survenue à Paris, le 25 novembre 1979, à l'âge de soixante-trois ans.

M. et Mme Xavier Bessière, docteur et Mme Michel Bessière, ont tous deux fait partie du décès de Madame le docteur Marie-Joséphine ARNOULD, survenue à Paris, le 25 novembre 1979, à l'âge de soixante-trois ans.

M. et Mme Xavier Bessière, docteur et Mme Michel Bessière, ont tous deux fait partie du décès de Madame le docteur Marie-Joséphine ARNOULD, survenue à Paris, le 25 novembre 1979, à l'âge de soixante-trois ans.

M. et Mme Xavier Bessière, docteur et Mme Michel Bessière, ont tous deux fait partie du décès de Madame le docteur Marie-Joséphine ARNOULD, survenue à Paris, le 25 novembre 1979, à l'âge de soixante-trois ans.

M. et Mme Xavier Bessière, docteur et Mme Michel Bessière, ont tous deux fait partie du décès de Madame le docteur Marie-Joséphine ARNOULD, survenue à Paris, le 25 novembre 1979, à l'âge de soixante-trois ans.

M. et Mme Xavier Bessière, docteur et Mme Michel Bessière, ont tous deux fait partie du décès de Madame le docteur Marie-Joséphine ARNOULD, survenue à Paris, le 25 novembre 1979, à l'âge de soixante-trois ans.

4, rue Saint-Christophe, Paris (19).

L'inhumation aura lieu le même jour au cimetière de Saint-Marcel-les-Bains (Seine-Martinique), vers 14 heures.

Cet avis tient lieu de faire-part. L'inhumation aura lieu le même jour au cimetière de Saint-Marcel-les-Bains (Seine-Martinique), vers 14 heures.

M. et Mme Xavier Bessière, docteur et Mme Michel Bessière, ont tous deux fait partie du décès de Madame le docteur Marie-Joséphine ARNOULD, survenue à Paris, le 25 novembre 1979, à l'âge de soixante-trois ans.

M. et Mme Xavier Bessière, docteur et Mme Michel Bessière, ont tous deux fait partie du décès de Madame le docteur Marie-Joséphine ARNOULD, survenue à Paris, le 25 novembre 1979, à l'âge de soixante-trois ans.

M. et Mme Xavier Bessière, docteur et Mme Michel Bessière, ont tous deux fait partie du décès de Madame le docteur Marie-Joséphine ARNOULD, survenue à Paris, le 25 novembre 1979, à l'âge de soixante-trois ans.

M. et Mme Xavier Bessière, docteur et Mme Michel Bessière, ont tous deux fait partie du décès de Madame le docteur Marie-Joséphine ARNOULD, survenue à Paris, le 25 novembre 1979, à l'âge de soixante-trois ans.

M. et Mme Xavier Bessière, docteur et Mme Michel Bessière, ont tous deux fait partie du décès de Madame le docteur Marie-Joséphine ARNOULD, survenue à Paris, le 25 novembre 1979, à l'âge de soixante-trois ans.

M. et Mme Xavier Bessière, docteur et Mme Michel Bessière, ont tous deux fait partie du décès de Madame le docteur Marie-Joséphine ARNOULD, survenue à Paris, le 25 novembre 1979, à l'âge de soixante-trois ans.

M. et Mme Xavier Bessière, docteur et Mme Michel Bessière, ont tous deux fait partie du décès de Madame le docteur Marie-Joséphine ARNOULD, survenue à Paris, le 25 novembre 1979, à l'âge de soixante-trois ans.

M. et Mme Xavier Bessière, docteur et Mme Michel Bessière, ont tous deux fait partie du décès de Madame le docteur Marie-Joséphine ARNOULD, survenue à Paris, le 25 novembre 1979, à l'âge de soixante-trois ans.

M. et Mme Xavier Bessière, docteur et Mme Michel Bessière, ont tous deux fait partie du décès de Madame le docteur Marie-Joséphine ARNOULD, survenue à Paris, le 25 novembre 1979, à l'âge de soixante-trois ans.

M. et Mme Xavier Bessière, docteur et Mme Michel Bessière, ont tous deux fait partie du décès de Madame le docteur Marie-Joséphine ARNOULD, survenue à Paris, le 25 novembre 1979, à l'âge de soixante-trois ans.

M. et Mme Xavier Bessière, docteur et Mme Michel Bessière, ont tous deux fait partie du décès de Madame le docteur Marie-Joséphine ARNOULD, survenue à Paris, le 25 novembre 1979, à l'âge de soixante-trois ans.

M. et Mme Xavier Bessière, docteur et Mme Michel Bessière, ont tous deux fait partie du décès de Madame le docteur Marie-Joséphine ARNOULD, survenue à Paris, le 25 novembre 1979, à l'âge de soixante-trois ans.

M. et Mme Xavier Bessière, docteur et Mme Michel Bessière, ont tous deux fait partie du décès de Madame le docteur Marie-Joséphine ARNOULD, survenue à Paris, le 25 novembre 1979, à l'âge de soixante-trois ans.

M. et Mme Xavier Bessière, docteur et Mme Michel Bessière, ont tous deux fait partie du décès de Madame le docteur Marie-Joséphine ARNOULD, survenue à Paris, le 25 novembre 1979, à l'âge de soixante-trois ans.

M. et Mme Xavier Bessière, docteur et Mme Michel Bessière, ont tous deux fait partie du décès de Madame le docteur Marie-Joséphine ARNOULD, survenue à Paris, le 25 novembre 1979, à l'âge de soixante-trois ans.

M. et Mme Xavier Bessière, docteur et Mme Michel Bessière, ont tous deux fait partie du décès de Madame le docteur Marie-Joséphine ARNOULD, survenue à Paris, le 25 novembre 1979, à l'âge de soixante-trois ans.

M. et Mme Xavier Bessière, docteur et Mme Michel Bessière, ont tous deux fait partie du décès de Madame le docteur Marie-Joséphine ARNOULD, survenue à Paris, le 25 novembre 1979, à l'âge de soixante-trois ans.

M. et Mme Xavier Bessière, docteur et Mme Michel Bessière, ont tous deux fait partie du décès de Madame le docteur Marie-Joséphine ARNOULD, survenue à Paris, le 25 novembre 1979, à l'âge de soixante-trois ans.

M. et Mme Xavier Bessière, docteur et Mme Michel Bessière, ont tous deux fait partie du décès de Madame le docteur Marie-Joséphine ARNOULD, survenue à Paris, le 25 novembre 1979, à l'âge de soixante-trois ans.

M. et Mme Xavier Bessière, docteur et Mme Michel Bessière, ont tous deux fait partie du décès de Madame le docteur Marie-Joséphine ARNOULD, survenue à Paris, le 25 novembre 1979, à l'âge de soixante-trois ans.

M. et Mme Xavier Bessière, docteur et Mme Michel Bessière, ont tous deux fait partie du décès de Madame le docteur Marie-Joséphine ARNOULD, survenue à Paris, le 25 novembre 1979, à l'âge de soixante-trois ans.

M. et Mme Xavier Bessière, docteur et Mme Michel Bessière, ont tous deux fait partie du décès de Madame le docteur Marie-Joséphine ARNOULD, survenue à Paris, le 25 novembre 1979, à l'âge de soixante-trois ans.

M. et Mme Xavier Bessière, docteur et Mme Michel Bessière, ont tous deux fait partie du décès de Madame le docteur Marie-Joséphine ARNOULD, survenue à Paris, le 25 novembre 1979, à l'âge de soixante-trois ans.

M. et Mme Xavier Bessière, docteur et Mme Michel Bessière, ont tous deux fait partie du décès de Madame le docteur Marie-Joséphine ARNOULD, survenue à Paris, le 25 novembre 1979, à l'âge de soixante-trois ans.

M. et Mme Xavier Bessière, docteur et Mme Michel Bessière, ont tous deux fait partie du décès de Madame le docteur Marie-Joséphine ARNOULD, survenue à Paris, le 25 novembre 1979, à l'âge de soixante-trois ans.

M. et Mme Xavier Bessière, docteur et Mme Michel Bessière, ont tous deux fait partie du décès de Madame le docteur Marie-Joséphine ARNOULD, survenue à Paris, le 25 novembre 1979, à l'âge de soixante-trois ans.

M. et Mme Xavier Bessière, docteur et Mme Michel Bessière, ont tous deux fait partie du décès de Madame le docteur Marie-Joséphine ARNOULD, survenue à Paris, le 25 novembre 1979, à l'âge de soixante-trois ans.

M. et Mme Xavier Bessière, docteur et Mme Michel Bessière, ont tous deux fait partie du décès de Madame le docteur Marie-Joséphine ARNOULD, survenue à Paris, le 25 novembre 1979, à l'âge de soixante-trois ans.

M. et Mme Xavier Bessière, docteur et Mme Michel Bessière, ont tous deux fait partie du décès de Madame le docteur Marie-Joséphine ARNOULD, survenue à Paris, le 25 novembre 1979, à l'âge de soixante-trois ans.

M. et Mme Xavier Bessière, docteur et Mme Michel Bessière, ont tous deux fait partie du décès de Madame le docteur Marie-Joséphine ARNOULD, survenue à Paris, le 25 novembre 1979, à l'âge de soixante-trois ans.

M. et Mme Xavier Bessière, docteur et Mme Michel Bessière, ont tous deux fait partie du décès de Madame le docteur Marie-Joséphine ARNOULD, survenue à Paris, le 25 novembre 1979, à l'âge de soixante-trois ans.

M. et Mme Xavier Bessière, docteur et Mme Michel Bessière, ont tous deux fait partie du décès de Madame le docteur Marie-Joséphine ARNOULD, survenue à Paris, le 25 novembre 1979, à l'âge de soixante-trois ans.

M. et Mme Xavier Bessière, docteur et Mme Michel Bessière, ont tous deux fait partie du décès de Madame le docteur Marie-Joséphine ARNOULD, survenue à Paris, le 25 novembre 1979, à l'âge de soixante-trois ans.

M. et Mme Xavier Bessière, docteur et Mme Michel Bessière, ont tous deux fait partie du décès de Madame le docteur Marie-Joséphine ARNOULD, survenue à Paris, le 25 novembre 1979, à l'âge de soixante-trois ans.

M. et Mme Xavier Bessière, docteur et Mme Michel Bessière, ont tous deux fait partie du décès de Madame le docteur Marie-Joséphine ARNOULD, survenue à Paris, le 25 novembre 1979, à l'âge de soixante-trois ans.

M. et Mme Xavier Bessière, docteur et Mme Michel Bessière, ont tous deux fait partie du décès de Madame le docteur Marie-Joséphine ARNOULD, survenue à Paris, le 25 novembre 1979, à l'âge de soixante-trois ans.

Monde

Le vingtième anniversaire de la Fondation de la Vocation

Un déficit de 30

Le déficit de la C.G.T. a été évalué à 30 milliards de francs pour l'année 1979. Ce chiffre est en forte augmentation par rapport à l'année 1978, où il s'élevait à 10 milliards.

Le déficit de la C.G.T. a été évalué à 30 milliards de francs pour l'année 1979. Ce chiffre est en forte augmentation par rapport à l'année 1978, où il s'élevait à 10 milliards.

Le déficit de la C.G.T. a été évalué à 30 milliards de francs pour l'année 1979. Ce chiffre est en forte augmentation par rapport à l'année 1978, où il s'élevait à 10 milliards.

Le déficit de la C.G.T. a été évalué à 30 milliards de francs pour l'année 1979. Ce chiffre est en forte augmentation par rapport à l'année 1978, où il s'élevait à 10 milliards.

Le déficit de la C.G.T. a été évalué à 30 milliards de francs pour l'année 1979. Ce chiffre est en forte augmentation par rapport à l'année 1978, où il s'élevait à 10 milliards.

Le déficit de la C.G.T. a été évalué à 30 milliards de francs pour l'année 1979. Ce chiffre est en forte augmentation par rapport à l'année 1978, où il s'élevait à 10 milliards.

Le déficit de la C.G.T. a été évalué à 30 milliards de francs pour l'année 1979. Ce chiffre est en forte augmentation par rapport à l'année 1978, où il s'élevait à 10 milliards.

Le déficit de la C.G.T. a été évalué à 30 milliards de francs pour l'année 1979. Ce chiffre est en forte augmentation par rapport à l'année 1978, où il s'élevait à 10 milliards.

Le déficit de la C.G.T. a été évalué à 30 milliards de francs pour l'année 1979. Ce chiffre est en forte augmentation par rapport à l'année 1978, où il s'élevait à 10 milliards.

Le déficit de la C.G.T. a été évalué à 30 milliards de francs pour l'année 1979. Ce chiffre est en forte augmentation par rapport à l'année 1978, où il s'élevait à 10 milliards.

Le déficit de la C.G.T. a été évalué à 30 milliards de francs pour l'année 1979. Ce chiffre est en forte augmentation par rapport à l'année 1978, où il s'élevait à 10 milliards.

SPORTS

Le vingtième anniversaire de la Fondation de la Vocation

France fait match nul avec la Hongrie (2-2)

La France a fait match nul avec la Hongrie (2-2) lors de la rencontre de la Coupe du monde de football. Les deux équipes ont marqué deux buts chacune.

La France a fait match nul avec la Hongrie (2-2) lors de la rencontre de la Coupe du monde de football. Les deux équipes ont marqué deux buts chacune.

La France a fait match nul avec la Hongrie (2-2) lors de la rencontre de la Coupe du monde de football. Les deux équipes ont marqué deux buts chacune.

La France a fait match nul avec la Hongrie (2-2) lors de la rencontre de la Coupe du monde de football. Les deux équipes ont marqué deux buts chacune.

La France a fait match nul avec la Hongrie (2-2) lors de la rencontre de la Coupe du monde de football. Les deux équipes ont marqué deux buts chacune.

La France a fait match nul avec la Hongrie (2-2) lors de la rencontre de la Coupe du monde de football. Les deux équipes ont marqué deux buts chacune.

La France a fait match nul avec la Hongrie (2-2) lors de la rencontre de la Coupe du monde de football. Les deux équipes ont marqué deux buts chacune.

La France a fait match nul avec la Hongrie (2-2) lors de la rencontre de la Coupe du monde de football. Les deux équipes ont marqué deux buts chacune.

La France a fait match nul avec la Hongrie (2-2) lors de la rencontre de la Coupe du monde de football. Les deux équipes ont marqué deux buts chacune.

La France a fait match nul avec la Hongrie (2-2) lors de la rencontre de la Coupe du monde de football. Les deux équipes ont marqué deux buts chacune.

La France a fait match nul avec la Hongrie (2-2) lors de la rencontre de la Coupe du monde de football. Les deux équipes ont marqué deux buts chacune.

M. et Mme Xavier Bessière, docteur et Mme Michel Bessière, ont tous deux fait partie du décès de Madame le docteur Marie-Joséphine ARNOULD, survenue à Paris, le 25 novembre 1979, à l'âge de soixante-trois ans.

M. et Mme Xavier Bessière, docteur et Mme Michel Bessière, ont tous deux fait partie du décès de Madame le docteur Marie-Joséphine ARNOULD, survenue à Paris, le 25 novembre 1979, à l'âge de soixante-trois ans.

M. et Mme Xavier Bessière, docteur et Mme Michel Bessière, ont tous deux fait partie du décès de Madame le docteur Marie-Joséphine ARNOULD, survenue à Paris, le 25 novembre 1979, à l'âge de soixante-trois ans.

M. et Mme Xavier Bessière, docteur et Mme Michel Bessière, ont tous deux fait partie du décès de Madame le docteur Marie-Joséphine ARNOULD, survenue à Paris, le 25 novembre 1979, à l'âge de soixante-trois ans.

OFFRES D'EMPLOI	la semaine	la semaine
DEMANDES D'EMPLOI	51,00	56,96
IMMOBILIER	38,00	14,01
AUTOMOBILES	35,00	41,06
AGENDA	38,00	41,06
PROF. COMM. CAPITAL	99,00	111,72

ANNONCES CLASSEES

IMMOBILIER	la semaine	la semaine
DEMANDES D'EMPLOI	30,00	35,28
IMMOBILIER	7,00	8,28
AUTOMOBILES	23,00	27,05
AGENDA	23,00	27,05

REPRODUCTION INTERDITE



emplois internationaux

(et départements d'Outre Mer)



INGÉNIEURS PROSPECTEURS

Etranger 21.000 \$ U.S. + par an

Dresser Atlas est une société internationale de prestations d'exploration pétrolière qui utilise du matériel électronique pour étudier des puits de gaz ou de pétrole dans le monde entier. Nous sommes un groupe faisant partie de Dresser Industries Inc., multinationale réalisant un C.A. de 3 milliards de dollars, tournant aux marchés industriels et aux consommateurs d'énergie du monde entier une vaste gamme de produits et prestations à haute technologie.

Nous recherchons des ingénieurs prospecteurs capables d'apporter leur contribution aux opérations de Dresser Atlas à l'étranger, en pleine expansion. Vous devrez voyager, avoir immédiatement des responsabilités, mener une vie de plein air avec des activités sportives, et une carrière rémunératrice vous attend.

Nos ingénieurs prospecteurs apprendront à opérer notre matériel à l'échelle de formation Dresser Atlas à l'étranger (Allemagne de l'Ouest), puis au chantier. Après avoir achevé avec succès leur formation, ils bénéficieront d'avantages considérables : bourse d'exploration, voiture, possibilité de contracter d'heures supplémentaires, vacances annuelles de quatre semaines, assurance médicale et retraite.

Les candidats retenus auront une licence d'électronique, de physique ou d'une autre discipline scientifique nécessitant une connaissance de l'électronique. Agés de moins de 35 ans, ils seront célibataires et dépourvus de leur militaire, et disponibles pour commencer à travailler avec nous en janvier 1980.

Adresser les demandes avec curriculum vitae, à :

T. HOLTER, Dresser Atlas, 507 Eglarsholm, London SW7 1RA, T. 094-7681.

emplois internationaux

(et départements d'Outre Mer)

Nous sommes un Groupe de Bâtiment et Travaux Publics, pour nos chantiers du Proche-Orient nous employons une main d'œuvre en provenance du Moyen Orient et d'Extrême Orient, pour prendre en charge

une mission de recrutement

nous recherchons

UN CANDIDAT connaissant les métiers du Bâtiment et des Travaux Publics

capable de faire passer des tests d'aptitudes techniques, de jouer des possibilités d'adaptation des personnels à recruter à des conditions de vie et de travail nouvelles, de suivre la construction des dossiers administratifs et d'intervenir auprès des services d'immigration. Le candidat sera très mobile géographiquement, aura l'habitude de contacts à tous niveaux, il parlera parfaitement l'anglais. Adresser candidature avec C.V., photo et prétentions à No 3173 CONTEXTE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75004 PARIS CEDEX 01 qui transmettra.



emplois régionaux

THOMSON-CSF

CENTRE ELECTRONIQUE de BREST

recherche pour Effort son Equipe VIDEOISQUE

UN INGENIEUR CONFIRME

Les candidats devront obligatoirement être diplômés d'une grande école d'ingénieurs et pouvoir justifier d'une expérience d'au moins d'ingénierie dans les études et le développement de produits électroniques de haut de gamme à grande diffusion. Adresser C.V., photo et prétentions à : THOMSON-CSF, Service du Personnel, route de Compost, 91200 BRUNY COULON.

chef du personnel

Vous première expérience dans la Fonction Personnel en milieu industriel vous a permis d'en aborder tous les aspects. Vous souhaitez maintenant évoluer vers une conception du Personnel ou les connaissances en Gestion et en Législation Sociale ne sont qu'un moyen indispensable au service des Industries Françaises.

Notre Groupe, leader européen dans son domaine, recherche UN CHEF DU PERSONNEL, particulièrement soucieux des questions d'amélioration des conditions de travail, de sécurisation des tâches, de formation permanente.

Pour une de ses unités de production de la

COTE D'OR

Adresser C.V., photo et prétentions à : SOCIÉTÉ CONTEXTE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra 75004 Paris Cedex 01, qui transmettra.

LABO PHARMACOLOGIQUE, RECHERCHEUR - FOUR OULIE ROBERT-LE-ROUQUET (28)

PHARMACIEN RESPONSABLE

CONTRÔLE PHARMACOLOGIQUE ET ASSURANCE QUALITÉ. — EXPERIENCE CONTRÔLE ET FABRICATION. — POSTE DISPONIBLE IMMEDIATEMENT. Adresser C.V. manuscrits après, 1507 à FUMECOTE GATIGNON.

28, rue Rodier, 75009 PARIS, qui transmettra.

LE BUREAU DE RECHERCHES GÉOLOGIQUES ET MINÉRIQUES

pour son département GÉOPHYSIQUE à ORLÉANS

UN INGENIEUR GÉOPHYSICIEN

de formation universitaire en Grande Ecole, avec expérience professionnelle dans les domaines de la géologie, de la géophysique et de la géologie appliquée. Missions de étude réalisable en France et à l'étranger. Adresser candidature avec C.V., références et prétentions à : B.R.G.M., 15, rue de la République, F-45000 ORLÉANS CEDEX.

IMPORTANT CENTRE D'ETUDES

recherche pour Clermont-Ferrand et région Dijon-Besançon

UN INGENIEUR DIPLOME ENSI

Spécialisé en mécanique des sols, ayant quelques années d'expérience dans le Bureau d'Etudes, soit de chantier Bâtiment ou Travaux Publics. Adresser à : C.E.E.P., 12, rue Brancion, 75017 PARIS CEDEX 13.

BANQUE PRIVEE

recherche pour son Agence de DIJON

ATTACHE COMMERCIAL

Formation bancaire : — Expérience des techniques de vente ; — Expérience de l'immobilier souhaitée. Envoyer cur. vitas, photo et prétentions sous n° 4310, PUBLICOP, 75000 PARIS, qui transmettra.

GROUPES PRIVE D'ASSURANCES

LA PRESERVATrice

recherche pour sa filiale du CAMEROON

LE RESPONSABLE DE SON SERVICE MARITIME ET TRANSPORT

Profil : — Éléments jeune de nationalité Camerounaise ; — possédant diplôme d'études supérieures complètes par une formation en Assurance ; — Une expérience dans une compagnie sera fortement appréciée.

Mission : À l'issue du stage de plusieurs mois au siège à Paris, le candidat se verra confier la responsabilité du service Maritime et Transport à DOUALA.

Envoyer C.V., photo et prétentions à :

Département du Personnel - Service du Recrutement

13, rue de Londres 75499 Paris Cedex 09.

MANPOWER CADRES

recherche

CHEF DE SERVICE INFORMATIQUE

POUR LE CAMEROON

Diplômé études supérieures, expérience dans même poste.

Mission d'un an reconductible.

Envoyer C.V. à Madame BENECHAL

58, rue La Fayette - 75010 PARIS

AFRIQUE ELECTRONIQUE

recherche

matériel radio électronique

au sein d'H.F. Habitués

matériel. Travail et conditions

de vie attrayants.

Adresser C.V. et prétentions à :

AUSCAMA,

150, r. de l'Université, Paris-7,

TEL. : 335-84-36.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ D'APPAREILS MÉCANIQUES

recherche

INGÉNIEUR

ARTS ET MÉTIERS ou ÉQUIVALENT

après 5 à 10 ans d'expérience pour diriger service

études et contrôle thermo-dynamique.

Promotion importante possible pour élément

habitué.

Contrat embauche intéressant avantages sociaux,

voyages, congés, etc.

Recevoir C.V. complètes, références, prétentions

et photo identité n° 4307 à : P. LUCHEAU S.A.,

R.F. 290 - 93000 Paris Cedex 03, qui transmettra.

REPUBLIQUE DE COTE-D'IVOIRE

Ministère de l'Éducation Nationale

RECRUTEMENT DE

PROFESSEURS DE MATHÉMATIQUES SCIENCES PHYSIQUES ET NATURELLES

pour enseignement secondaire

ANNÉE SCOLAIRE 1979-1980

QUALIFICATIONS REQUISES : Agrégation, CAPES

Matériel, licence ou diplôme d'ingénieur

DURÉE DU CONTRAT : Minimum deux ans

TRAITEMENT MENSUEL : — Licence, Mathématiques : 1.000 à 1.500 FCFA ; — CAPES : 1.500 à 2.000 FCFA ; — Agrégation, diplôme d'ingénieur : 2.000 à 2.500 FCFA ; — Logement, nourriture, voyage annuel pour l'individu et sa famille.

Dossier, composé des pièces suivantes, à adresser à : AGRÉGÉS DE COTE-D'IVOIRE

Box Recrutement : 2, Villa de Bon, 9001 PAKRI

C.V., copies certifiées conformes, titres et diplômes, photos (cadrées) 3x4, 2x2, 1x1 (selon pour

travaux), certificat médical d'aptitude à servir

en Côte-d'Ivoire, 3 photos d'identité, carte d'identité (ultérieurement). Date limite de réception

des candidatures : Vendredi, 14 Décembre 1979.

Connaissance de l'Anglais indispensable.

Adresser C.V., photo et prétentions sous réf. 3023 à Axial Publicité - 81, faubourg Saint-Honoré - 75008 Paris - qui transmettra.

Il sera répondu à toutes les candidatures.

Importante Société d'Ingénierie recherche pour diriger des TRAVAUX de Fabrication sur YARD de Plateformes Mécaniques Navales

INGENIEUR

diplômé Grandes Ecoles

ayant une expérience d'au moins 5 années

sciences dans ce secteur.

Pour ce poste, une spécialisation en TRAVAUX

Mer (Installations de Plateformes) est fortement

souhaitée.

Connaissance de l'Anglais indispensable.

Adresser C.V., photo et prétentions sous réf. 3023 à Axial Publicité - 81, faubourg Saint-Honoré - 75008 Paris - qui transmettra.

Il sera répondu à toutes les candidatures.

Adresser C.V., photo et prétentions sous n° 3173 CONTEXTE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75004 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

Adresser C.V., photo et prétentions à :

THOMSON-CSF, Service du Personnel,

route de Compost, 91200 BRUNY COULON.

Adresser C.V., photo et prétentions à :

THOMSON-CSF, Service du Personnel,

route de Compost, 91200 BRUNY COULON.

Adresser C.V., photo et prétentions à :

THOMSON-CSF, Service du Personnel,

route de Compost, 91200 BRUNY COULON.

IMPORTANT GROUPE FRANÇAIS

recherche pour

GESTION ADMINISTRATIVE FINANCIERE ET COMPTABLE

d'une SOCIÉTÉ en

AFRIQUE NOIRE

RESPONSABLES

COMPATIBILITÉ GÉNÉRALE

D.E.S. ou équivalent avec expérience.

Anglais indispensable.

Avantages habituels d'expatriation.

Adresser C.V. et prétentions n° 3143,

CONTEXTE PUBLIC, 20, av. Opéra, PARIS-16, q. r.

qui transmettra.

ENGINEERING RECHERCHE

SITE INGENIERS ET

SUPERVISEURS

TRAVAUX OFFSHORE

Toutes spécialités : électricité, mécanique, sou-

duage, instrument.

Ingénieurs, Techniciens, Dessinateurs

CERTAINS QUANTITÉS CONTRAINTES

pour constructions plates-formes.

GOLFE PERSE

Adresser cur. vitas et prétentions n° 3173,

J.R.P. qui transmettra.

Adresser C.V., photo et prétentions à :

THOMSON-CSF, Service du Personnel,

route de Compost, 91200 BRUNY COULON.

Adresser C.V., photo et prétentions à :

THOMSON-CSF, Service du Personnel,

route de Compost, 91200 BRUNY COULON.

Adresser C.V., photo et prétentions à :

THOMSON-CSF, Service du Personnel,

route de Compost, 91200 BRUNY COULON.

Adresser C.V., photo et prétentions à :

THOMSON-CSF, Service du Personnel,

route de Compost, 91200 BRUNY COULON.

Adresser C.V., photo et prétentions à :

THOMSON-CSF, Service du Personnel,

route de Compost, 91200 BRUNY COULON.

Adresser C.V., photo et prétentions à :

THOMSON-CSF, Service du Personnel,

route de Compost, 91200 BRUNY COULON.

Adresser C.V., photo et prétentions à :

THOMSON-CSF, Service du Personnel,

route de Compost, 91200 BRUNY COULON.

Adresser C.V., photo et prétentions à :

THOMSON-CSF, Service du Personnel,

route de Compost, 91200 BRUNY COULON.

Adresser C.V., photo et prétentions à :

THOMSON-CSF, Service du Personnel,

route de Compost, 91200 BRUNY COULON.

Adresser C.V., photo et prétentions à :

THOMSON-CSF, Service du Personnel,

route de Compost, 91200 BRUNY COULON.

Adresser C.V., photo et prétentions à :

THOMSON-CSF, Service du Personnel,

route de Compost, 91200 BRUNY COULON.

Adresser C.V., photo et prétentions à :

THOMSON-CSF, Service du Personnel,

route de Compost, 91200 BRUNY COULON.

Adresser C.V., photo et prétentions à :

THOMSON-CSF, Service du Personnel,

route de Compost, 91200 BRUNY COULON.

Adresser C.V., photo et prétentions à :

THOMSON-CSF, Service du Personnel,

route de Compost, 91200 BRUNY COULON.

Adresser C.V., photo et prétentions à :

THOMSON-CSF, Service du Personnel,

route de Compost, 91200 BRUNY COULON.

Adresser C.V., photo et prétentions à :

THOMSON-CSF, Service du Personnel,

route de Compost, 91200 BRUNY COULON.

Adresser C.V., photo et prétentions à :

THOMSON-CSF, Service du Personnel,

route de Compost, 91200 BRUNY COULON.

Adresser C.V., photo et prétentions à :

THOMSON-CSF, Service du Personnel,

route de Compost, 91200 BRUNY COULON.

Adresser C.V., photo et prétentions à :

THOMSON-CSF, Service du Personnel,

route de Compost, 91200 BRUNY COULON.

Adresser C.V., photo et prétentions à :

THOMSON-CSF, Service du Personnel,

route de Compost, 91200 BRUNY COULON.

Adresser C.V., photo et prétentions à :

THOMSON-CSF, Service du Personnel,

route de Compost, 91200 BRUNY COULON.

Adresser C.V., photo et prétentions à :

THOMSON-CSF, Service du Personnel,

route de Compost, 91200 BRUNY COULON.

économiques prévisionnelles de 1980 se répartissant comme suit :

- 460 millions pour le réseau principal (hors ligne nouvelle à grande vitesse Paris-Sud-Est mais y compris la matériel roulant qui sera affecté à cette ligne) ;
- 896 millions pour la ligne à grande vitesse Paris-Sud-Est ;
- 681 millions pour le programme normal de la banlieue parisienne ;
- 299 millions pour le programme d'infrastructure de la banlieue parisienne faisant l'objet d'un financement spécifique.

[illegible]

PRESS RÉGIONAL

[illegible]

هكذا من الله على



AFFAIRES

Eurocom et Gilbert Gross créent une filiale commune d'achat d'espaces publicitaires en Europe

Eurocom (filiale de l'agence Havas regroupant ses agences de publicité) et Gilbert Gross, qui dirige la plus importante centrale d'achat d'espaces publicitaires, viennent de créer, à participation égale, une filiale commune, Media-Europe. Elle aura pour vocation d'acheter des « espaces » (pages ou places publicitaires) dans les journaux, magazines, émissions de télévision, dans les réseaux d'information européens, et son activité s'exercera uniquement en dehors de l'Hexagone. La société offrira essentiellement ses services aux annonceurs français et qui souhaitent lancer des campagnes de publicité dans les pays européens. D'autre part, EUROCOM pourra se spécialiser dans l'achat d'espaces publicitaires en France. Selon M. Jacques Dour, P-D.G. d'Eurocom, cette opération a

LA COMPAGNIE U.S. STEEL VA FERMER DIX USINES NON RENTABLES

La société U.S. Steel, premier producteur d'acier des Etats-Unis, va fermer dix usines, considérées comme non rentables, en raison de leur vétusté, de la sévérité de la réglementation anti-pollution et de la concurrence des aciers étrangers. L'opération s'inscrit dans un plan de réduction des coûts de production, l'acier étant le produit principal de la société.

Cette décision va toucher trois mille ouvriers et employes sur un total de cent-soixante-sept mille personnes, et entraînera une baisse de 5 % d'un chiffre d'affaires qui a atteint 11 milliards de dollars (8,5 milliards de francs) en 1978. Une partie des fabrications des usines visées à la fermeture sera transférée dans d'autres usines et une partie abandonnée. « Nous nous sommes fait pour tenter de maintenir ces usines en activité », a déclaré le président, M. Rodrick, mais « la conjoncture reste trop difficile et nous avons dû prendre des décisions pour moderniser nos installations et lutter contre la pollution ».

QUATRE GROUPES INDUSTRIELS FRANÇAIS ET OUEST-ALLEMANDS S'ASSOCIENT POUR CONSTRUIRE DES SATELLITES DE TELEVISION DIRECTE

Deux sociétés allemandes, Messerschmitt - Bölkow - Blohm (M.B.B.) et A.E.G. - Telefunken, et deux sociétés françaises, la Société nationale industrielle aéronautique (S.N.I.A.) et Thomson - C.S.F., viennent de décider la formation d'un groupement industriel pour construire des satellites de télévision directe et pour développer en commun les clients potentiels. Cette décision fait suite à l'accord établi lors du sommet franco-allemand d'été dernier relatif à la S.N.I.A. et la France veut développer en commun de tels satellites.

On sait déjà que les charges fixes des satellites, c'est-à-dire les équipements électroniques qui équipent les programmes de télévision transmise depuis le sol et les circuits situés sur toute la zone qui doit couvrir le satellite, seront construits par A.E.G. - Telefunken pour les satellites allemands, par Thomson - C.S.F. pour les Français. Ces sociétés ont

les seules à maîtriser la technologie appropriée. Pour la partie des satellites, le groupement allemand semble tenir à ce que le constructeur allemand soit M.B.B. pour des raisons d'équilibre industriel entre le nord et le sud de la R.F.A.

Un côté français, on semble s'orienter au ministère de l'Industrie, maître en compétence la S.N.I.A. et M.B.B. a une longue tradition de coopération avec la S.N.I.A. Les deux sociétés ont étudié en commun un projet de satellite de télévision directe européen. De plus, M.B.B. construit déjà les satellites SPOT (observation de la Terre) et Télésat-1.

Il est donc plus que vraisemblable que la S.N.I.A. passera, à encore moins des raisons d'équilibre, la compétition pour les satellites de télévision directe. La création de ce groupement traduit la conviction des industriels que les deux sont faits.

CONSUMMATION

Le groupe Ferrer qui exploite l'eau de la source Fontaine, doit la vendre à la S.N.I.A. pour cause de pollution par le puits des Trévins (le Rhône du 28 novembre), prévue dans un communiqué qu'une très légère pollution des eaux de la source Fontaine a été révélée par les analyses effectuées par les laboratoires de la Société générale de grande source d'eau minérale française (groupe Ferrer) au début novembre. A priori, qui s'agit d'une source à faible production, pour laquelle des analyses ponctuelles sont effectuées dans les laboratoires de la société, la communauté scientifique ne s'attendait pas à de telles conclusions. La pollution a été constatée à partir du début novembre, on ne s'attendait pas à de telles conclusions. La pollution a été constatée à partir du début novembre, on ne s'attendait pas à de telles conclusions.

**VOUS VOULEZ
CÉDER VOTRE
ENTREPRISE ?**

**VOUS VOULEZ
REPRENDRE
UNE ENTREPRISE ?**

Rencontrez-vous

aux

**1^{ères} JOURNÉES
NATIONALES
DE LA REPRISE
D'ENTREPRISES**
10 et 11 décembre 1979

Hôtel Méridien - Porte Maillot 75017 PARIS

organisées par ISG Création Entreprise
5, rue du Dôme 75116 PARIS - Tél. 553.39.09

sous le patronage de l'Assemblée permanente
des Chambres de Commerce et d'Industrie
et de l'Agence nationale
pour la Création d'Entreprises

avec la participation
de l'Association « Pour Entreprendre »
et des Compagnies d'Assurances du « Groupe Drouot »

Vous en saurez plus
sur les problèmes posés
par la cession d'une entreprise

Vous pourrez entrer en contact
avec plusieurs centaines
d'opportunités de reprise
(France entière)

Programme des débats :

Lundi 10 décembre 1979 :
14 h 00 : Les principaux problèmes de la cession d'entreprise
14 h 30 : L'évaluation de l'entreprise
Mardi 11 décembre 1979 :
9 h 00 : Problèmes juridiques et fiscaux
12 h 30 : Déjeuner officiel
15 h 00 : Problèmes financiers

• présentées par les responsables régionaux chargés des dossiers
• ne concernant que des entreprises ayant fait l'objet d'un diagnostic préalable et jugées viables
• en vous laissant la liberté de conserver votre anonymat

Participation aux frais :
250 F avec le déjeuner du 11 décembre 1979
100 F sans le déjeuner

Renseignements
et
inscriptions

ISG CREATION ENTREPRISE
5, rue du Dôme 75116 PARIS
Tél. : 553.39.09

SNCF

OBLIGATIONS DE 5.000 F

11,80%

NOVEMBRE 1979

- Ouverture de l'émission : 26 novembre 1979.
- Amortissement :
 - Les obligations seront amorties suivant un tableau établi sur la base d'une annuité constante d'intérêt et d'amortissement.
 - Le remboursement effectuera au pair, le 12 novembre de chacune des années 1980 à 1994, à la suite de tirages au sort pour la moitié au moins du nombre d'obligations à amortir, la S.N.C.F. se réservant, pour le complément, la faculté de procéder à l'amortissement par rachet.
- Jouissance : 12 novembre 1979.
- Prix d'émission : 5.000 F.

• Taux de rendement
actuel brut : **11,87%**

Les souscriptions seront servies à concurrence du nombre de titres disponibles à chaque guichet, pour un montant global de 800 millions de francs.

Les obligations seront cotées à la Bourse de Paris.

SOUSCRIVEZ

DANS LES BANQUES ET CHEZ LES AGENTS DE CHANGE,
CHEZ LES COMPTABLES DU TRÉSOR, DANS LES BUREAUX DE
POSTE, LES CAISSES D'ÉPARGNE, LES CAISSES DE CRÉDIT
AGRICOLE MUTUEL ET AU GUICHET-TITRES DE LA S.N.C.F.,
6, RUE DE LONDRES - 75009 PARIS

OU PAR CORRESPONDANCE A LA MÊME ADRESSE.

S.A.L.C. du 28 novembre 1979

حکومت الامم

ÉTRANGER

La Commission trilatérale s'est réunie pour la première fois en Espagne

De notre correspondant

Madrid. — La session européenne de la commission trilatérale s'est tenue pour la première fois à Madrid les 26 et 27 novembre. Il y a eu environ 100 participants. Les Espagnols ont été invités à participer à cette occasion. Le président de la section européenne, le Français Georges Perle, a expliqué pourquoi. « La trilatérale s'est ouverte pour la première fois en Espagne », a-t-il dit. C'est donc en 1979, une fois les libertés rétablies en Espagne, que l'Occident a été pris avec le président de la principale organisation nationale, M. Carlos Ferrer. Aujourd'hui, plusieurs chefs d'entreprise de la péninsule font partie de la commission. Certains souhaitent l'élargir, des dirigeants du parti socialiste (P.S.O.E.), mais celui-ci insiste pour l'instant sur le rôle qu'il joue en maintenant son intérêt pour les travaux en cours. « La trilatérale n'est pas une simple affaire de presse », observe l'un de ses promoteurs espagnols, M. Antonio Garrigues Walker. La réunion madrilène a été consacrée à un examen à huis clos de la situation économique. M. Garrigues Walker a indiqué que son intervention était une clarification idéologique était en

NOUVEAU TRAIN DE MESURES CONTRE L'INFLATION AU JAPON

Tokyo (A.F.P.). — Le gouvernement japonais a adopté mardi 27 novembre un nouveau train de mesures anti-inflationnistes, réaffectant notamment les dépenses consacrées aux travaux publics. Ce plan est le second depuis le début de l'année, le premier étant entré en application le 30 février.

Plusieurs dispositions prévoient une surveillance accrue des prix des produits de première nécessité. Mais aussi de ceux du logement et autres produits de première nécessité en cas de pénurie et des mesures en faveur des économies d'énergie.

Le gouvernement estime que ce train de mesures, combiné avec la hausse du taux de l'économie de la Banque du Japon, entraînera une stabilisation des prix.

M. Haruo Makawa à la tête de la Banque centrale

Le gouvernement japonais a, d'autre part, nommé M. Haruo Makawa, sous-gouverneur de la Banque du Japon, comme nouveau gouverneur de la banque, en remplacement de M. Teichiro Moriyama, et M. Makawa, sous-gouverneur de la Banque d'import-export du Japon, comme sous-gouverneur de la Banque centrale.

[M. Makawa, cinquante-huit ans, est entré à la Banque du Japon en 1958, où il a été nommé directeur en mai 1963, poste dont il a démissionné en 1974 pour devenir président de la Banque d'import-export et juillet de la même année, avant d'occuper son poste de sous-gouverneur de la Banque centrale. M. Makawa, sous-ministre des Finances en 1964, a été vice-ministre des Finances de juillet 1966 à juin 1971, avant d'être nommé président de la Banque d'import-export en octobre 1973. M. Teichiro Moriyama avait présidé la Banque jusqu'en octobre 1973, son premier mandat de deux ans, qui s'achève le 18 décembre.]

Le Japon ne prête 27 milliards de dollars à la Banque mondiale (dollars) à la Banque mondiale pour financer plusieurs projets industriels et vient d'annoncer le ministre nippon des affaires étrangères.

Ces prêts participent indirectement de 3,5 % de la dette remboursable en trente ans avec un délai de grâce de dix ans. — (A.F.P.)

Les prix de détail américains ont augmenté de 1 % en octobre (+1,1 % en septembre). Il s'agit du dixième mois consécutif au cours duquel les prix de détail ont augmenté. Les prix de détail ont augmenté de 1 % en octobre, ce qui est un record pour un mois. En revanche, la hausse des prix de détail a été beaucoup moins importante qu'au cours des mois précédents (+1,8 % contre 3,8 % en septembre, 0,5 % en septembre, — (A.F.P.)

En Belgique, l'indice des prix de la consommation a augmenté de 0,4 % au mois de novembre. Le taux d'inflation (indice novembre 1979 comparé à novembre 1978) s'élevait à 5,3 %. — (A.F.P.)

ÉNERGIE

Plusieurs pays exportateurs de pétrole annoncent une réduction de production pour 1980

L'Indonésie va réduire sa production de pétrole de 1,6 à 1,5 million de barils par jour (1 million de barils par jour = 50 millions de tonnes par an) en 1980, vient d'annoncer le président de la compagnie pétrolière Pertamina, M. Haryono, devant le Parlement. Dans un passé récent, l'Indonésie a produit jusqu'à 1,7 million de barils par jour. Cette réduction est la conséquence, a souligné M. Haryono, du ralentissement de l'exploration des cinq dernières années et d'un épuisement relatif de celle d'infrastructures nationales. Une baisse des revenus du pétrole en raison de la hausse à venir des prix du pétrole.

D'autre part, les dirigeants du Koweït ont confirmé, le 27 novembre, à 16 heures, secrétaire américain au Trésor, en tournée dans le Golfe, qu'ils envisagent une réduction d'environ 10 % de leur production de pétrole à compter du 1er janvier 1980.

De même, le président libanais, Elias Srouf, a annoncé, le 27 novembre, qu'il réduira la production de pétrole de son pays de 10 % à compter du 1er janvier 1980.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	TROIS MOIS
1. \$ + 100	1. \$ + 100	1. \$ + 100	1. \$ + 100
2. \$ + 100	2. \$ + 100	2. \$ + 100	2. \$ + 100
3. \$ + 100	3. \$ + 100	3. \$ + 100	3. \$ + 100
4. \$ + 100	4. \$ + 100	4. \$ + 100	4. \$ + 100
5. \$ + 100	5. \$ + 100	5. \$ + 100	5. \$ + 100
6. \$ + 100	6. \$ + 100	6. \$ + 100	6. \$ + 100
7. \$ + 100	7. \$ + 100	7. \$ + 100	7. \$ + 100
8. \$ + 100	8. \$ + 100	8. \$ + 100	8. \$ + 100
9. \$ + 100	9. \$ + 100	9. \$ + 100	9. \$ + 100
10. \$ + 100	10. \$ + 100	10. \$ + 100	10. \$ + 100

TAUX DES EURO-MONNAIES

MONNAIE	12/11/79	12/10/79	12/9/79	12/8/79	12/7/79	12/6/79	12/5/79	12/4/79	12/3/79	12/2/79	12/1/79
DM	12/11/79	12/10/79	12/9/79	12/8/79	12/7/79	12/6/79	12/5/79	12/4/79	12/3/79	12/2/79	12/1/79
FF	12/11/79	12/10/79	12/9/79	12/8/79	12/7/79	12/6/79	12/5/79	12/4/79	12/3/79	12/2/79	12/1/79
£	12/11/79	12/10/79	12/9/79	12/8/79	12/7/79	12/6/79	12/5/79	12/4/79	12/3/79	12/2/79	12/1/79
Sc	12/11/79	12/10/79	12/9/79	12/8/79	12/7/79	12/6/79	12/5/79	12/4/79	12/3/79	12/2/79	12/1/79
Fr	12/11/79	12/10/79	12/9/79	12/8/79	12/7/79	12/6/79	12/5/79	12/4/79	12/3/79	12/2/79	12/1/79
Y	12/11/79	12/10/79	12/9/79	12/8/79	12/7/79	12/6/79	12/5/79	12/4/79	12/3/79	12/2/79	12/1/79
IT	12/11/79	12/10/79	12/9/79	12/8/79	12/7/79	12/6/79	12/5/79	12/4/79	12/3/79	12/2/79	12/1/79
Gr	12/11/79	12/10/79	12/9/79	12/8/79	12/7/79	12/6/79	12/5/79	12/4/79	12/3/79	12/2/79	12/1/79
ES	12/11/79	12/10/79	12/9/79	12/8/79	12/7/79	12/6/79	12/5/79	12/4/79	12/3/79	12/2/79	12/1/79
PT	12/11/79	12/10/79	12/9/79	12/8/79	12/7/79	12/6/79	12/5/79	12/4/79	12/3/79	12/2/79	12/1/79
IR	12/11/79	12/10/79	12/9/79	12/8/79	12/7/79	12/6/79	12/5/79	12/4/79	12/3/79	12/2/79	12/1/79
TL	12/11/79	12/10/79	12/9/79	12/8/79	12/7/79	12/6/79	12/5/79	12/4/79	12/3/79	12/2/79	12/1/79
Rs	12/11/79	12/10/79	12/9/79	12/8/79	12/7/79	12/6/79	12/5/79	12/4/79	12/3/79	12/2/79	12/1/79
IN	12/11/79	12/10/79	12/9/79	12/8/79	12/7/79	12/6/79	12/5/79	12/4/79	12/3/79	12/2/79	12/1/79
PK	12/11/79	12/10/79	12/9/79	12/8/79	12/7/79	12/6/79	12/5/79	12/4/79	12/3/79	12/2/79	12/1/79
BD	12/11/79	12/10/79	12/9/79	12/8/79	12/7/79	12/6/79	12/5/79	12/4/79	12/3/79	12/2/79	12/1/79
JP	12/11/79	12/10/79	12/9/79	12/8/79	12/7/79	12/6/79	12/5/79	12/4/79	12/3/79	12/2/79	12/1/79
TH	12/11/79	12/10/79	12/9/79	12/8/79	12/7/79	12/6/79	12/5/79	12/4/79	12/3/79	12/2/79	12/1/79
MY	12/11/79	12/10/79	12/9/79	12/8/79	12/7/79	12/6/79	12/5/79	12/4/79	12/3/79	12/2/79	12/1/79
SG	12/11/79	12/10/79	12/9/79	12/8/79	12/7/79	12/6/79	12/5/79	12/4/79	12/3/79	12/2/79	12/1/79
PH	12/11/79	12/10/79	12/9/79	12/8/79	12/7/79	12/6/79	12/5/79	12/4/79	12/3/79	12/2/79	12/1/79
FI	12/11/79	12/10/79	12/9/79	12/8/79	12/7/79	12/6/79	12/5/79	12/4/79	12/3/79	12/2/79	12/1/79
DK	12/11/79	12/10/79	12/9/79	12/8/79	12/7/79	12/6/79	12/5/79	12/4/79	12/3/79	12/2/79	12/1/79
NF	12/11/79	12/10/79	12/9/79	12/8/79	12/7/79	12/6/79	12/5/79	12/4/79	12/3/79	12/2/79	12/1/79
SE	12/11/79	12/10/79	12/9/79	12/8/79	12/7/79	12/6/79	12/5/79	12/4/79	12/3/79	12/2/79	12/1/79
IS	12/11/79	12/10/79	12/9/79	12/8/79	12/7/79	12/6/79	12/5/79	12/4/79	12/3/79	12/2/79	12/1/79
NO	12/11/79	12/10/79	12/9/79	12/8/79	12/7/79	12/6/79	12/5/79	12/4/79	12/3/79	12/2/79	12/1/79
FI	12/11/79	12/10/79	12/9/79	12/8/79	12/7/79	12/6/79	12/5/79	12/4/79	12/3/79	12/2/79	12/1/79
SE	12/11/79	12/10/79	12/9/79	12/8/79	12/7/79	12/6/79	12/5/79	12/4/79	12/3/79	12/2/79	12/1/79
IS	12/11/79	12/10/79	12/9/79	12/8/79	12/7/79	12/6/79	12/5/79	12/4/79	12/3/79	12/2/79	12/1/79
NO	12/11/79	12/10/79	12/9/79	12/8/79	12/7/79	12/6/79	12/5/79	12/4/79	12/3/79	12/2/79	12/1/79
FI	12/11/79	12/10/79	12/9/79	12/8/79	12/7/79	12/6/79	12/5/79	12/4/79	12/3/79	12/2/79	12/1/79
SE	12/11/79	12/10/79	12/9/79	12/8/79	12/7/79	12/6/79	12/5/79	12/4/79	12/3/79	12/2/79	12/1/79
IS	12/11/79	12/10/79	12/9/79	12/8/79	12/7/79	12/6/79	12/5/79	12/4/79	12/3/79	12/2/79	12/1/79
NO	12/11/79	12/10/79	12/9/79	12/8/79	12/7/79	12/6/79	12/5/79	12/4/79	12/3/79	12/2/79	12/1/79
FI	12/11/79	12/10/79	12/9/79	12/8/79	12/7/79	12/6/79	12/5/79	12/4/79	12/3/79	12/2/79	12/1/79
SE	12/11/79	12/10/79	12/9/79	12/8/79	12/7/79	12/6/79	12/5/79	12/4/79	12/3/79	12/2/79	12/1/79
IS	12/11/79	12/10/79	12/9/79	12/8/79	12/7/79	12/6/79	12/5/79	12/4/79	12/3/79	12/2/79	12/1/79
NO	12/11/79	12/10/79	12/9/79	12/8/79	12/7/79	12/6/79	12/5/79	12/4/79	12/3/79	12/2/79	12/1/79
FI	12/11/79	12/10/79	12/9/79	12/8/79	12/7/79	12/6/79	12/5/79	12/4/79	12/3/79	12/2/79	12/1/79
SE	12/11/79	12/10/79	12/9/79	12/8/79	12/7/79	12/6/79	12/5/79	12/4/79	12/3/79	12/2/79	12/1/79
IS	12/11/79	12/10/79	12/9/79	12/8/79	12/7/79	12/6/79	12/5/79	12/4/79	12/3/79	12/2/79	12/1/79
NO	12/11/79	12/10/79	12/9/79	12/8/79	12/7/79	12/6/79	12/5/79	12/4/79	12/3/79	12/2/79	12/1/79
FI	12/11/79	12/10/79	12/9/79	12/8/79	12/7/79	12/6/79	12/5/79	12/4/79	12/3/79	12/2/79	12/1/79
SE	12/11/79	12/10/79	12/9/79	12/8/79	12/7/79	12/6/79	12/5/79	12/4/79	12/3/79	12/2/79	12/1/79
IS	12/11/79	12/10/79	12/9/79	12/8/79	12/7/79	12/6/79	12/5/79	12/4/79	12/3/79	12/2/79	12/1/79
NO	12/11/79	12/10/79	12/9/79	12/8/79	12/7/79	12/6/79	12/5/79	12/4/79	12/3/79	12/2/79	12/1/79
FI	12/11/79	12/10/79	12/9/79	12/8/79	12/7/79	12/6/79	12/5/79	12/4/79	12/3/79	12/2/79	12/1/79
SE	12/11/79	12/10/79	12/9/79	12/8/79	12/7/79	12/6/79	12/5/79	12/4/79	12/3/79	12/2/79	12/1/79
IS	12/11/79	12/10/79	12/9/79	12/8/79	12/7/79	12/6/79	12/5/79	12/4/79	12/3/79	12/2/79	12/1/79
NO	12/11/79	12/10/79	12/9/79	12/8/79	12/7/79	12/6/79	12/5/79	12/4/79	12/3/79	12/2/79	12/1/79
FI	12/11/79	12/10/79	12/9/79	12/8/79	12/7/79	12/6/79	12/5/79	12/4/79	12/3/79	12/2/79	12/1/79
SE	12/11/79	12/10/79	12/9/79	12/8/79	12/7/79	12/6/79	12/5/79	12/4/79	12/3/79	12/2/79	12/1/79
IS	12/11/79	12/10/79	12/9/79	12/8/79	12/7/79	12/6/79	12/5/79	12/4/79	12/3/79	12/2/79	12/1/79
NO	12/11/79	12/10/79	12/9/79	12/8/79	12/7/79	12/6/79	12/5/79	12/4/79	12/3/79	12/2/79	12/1/79
FI	12/11/79	12/10/79	12/9/79	12/8/79	12/7/79	12/6/79	12/5/79	12/4/79	12/3/79	12/2/79	12/1/79
SE	12/11/79	12/10/79	12/9/79	12/8/79	12/7/79	12/6/79	12/5/79	12/4/79	12/3/79	12/2/79	12/1/79
IS	12/11/79	12/10/79	12/9/79	12/8/79	12/7/79	12/6/79	12/5/79	12/4/79	12/3/79	12/2/79	12/1/79
NO	12/11/79	12/10/79	12/9/79	12/8/79	12/7/79	12/6/79	12/5/79	12/4/79	12/3/79	12/2/79	12/1/79
FI	12/11/79	12/10/79	12/9/79	12/8/79	12/7/79	12/6/79	12/5/79	12/4/79	12/3/79	12/2/79	12/1/79
SE	12/11/79	12/10/79	12/9/79	12/8/79	12/7/79	12/6/79	12/5/79	12/4/79	12/3/79	12/2/79	12/1/79
IS	12/11/79	12/10/79	12/9/79	12/8/79	12/7/79	12/6/79	12/5/79	12/4/79	12/3/79	12/2/79	12/1/79
NO	12/11/79	12/10/79	12/9/79	12/8/79	12/7/79	12/6/79	12/5/79	12/4/79	12/3/79	12/2/79	12/1/79
FI	12/11/79	12/10/79	12/9/79	12/8/79	12/7/79	12/6/79	12/5/79	12/4/79	12/3/79		

